



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES  
COMITÉ DU CODEX SUR LES ÉPICES ET LES HERBES CULINAIRES**

**Huitième session**

**Guwahati, Assam (Inde)**

**13–17 octobre 2025**

**DEMANDE D'INFORMATIONS SUR**

**L'UTILISATION DE LA MENTION « PAYS DE RÉCOLTE » DANS L'ÉTIQUETAGE DES ÉPICES**

**Réponses à la lettre circulaire CL 2025/07-FL**

*Réponses soumises par l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Égypte, l'Union européenne, le Honduras, l'Inde, l'Iran, Madagascar, la Nouvelle-Zélande, l'Arabie saoudite, la Thaïlande, l'Ouganda, les Émirats arabes unis, les États-Unis d'Amérique (USA), l'Ouzbékistan, la Zambie, FoodDrinkEurope, l'Organisation internationale des associations du commerce des épices (IOSTA) et Tea & Herbal Infusions Europe (THIE)*

**Contexte**

1. La CAC40 (2017) a approuvé le document de projet pour l'élaboration de la norme pour le safran, et depuis lors, les discussions et/ou recommandations suivantes ont été formulées concernant ces travaux.<sup>1</sup>
2. Le CCSCH6 (2022) est convenu de transmettre :<sup>2</sup>
  - i. le projet de norme pour les parties florales séchées - safran à la CAC45 pour adoption à l'étape 8 ; et
  - ii. les dispositions relatives à l'étiquetage et aux méthodes d'analyse au CCFL et au CCMAS, respectivement, pour approbation.
3. Le CAC45 (2022) :<sup>3</sup>
  - i. a adopté la norme pour les parties florales séchées - safran à l'étape 8,
  - ii. a noté que la publication de la norme pour les parties florales séchées - safran serait soumise à l'approbation des dispositions relatives aux additifs alimentaires et à l'étiquetage des denrées alimentaires par le CCFA et le CCFL, respectivement.
4. Le CCFL47 (2023) est convenu de :<sup>4</sup>
  - i. approuver toutes les dispositions en matière d'étiquetage de la norme pour les parties florales séchées – Safran, à l'exception du pays d'origine (8.3.1) et du pays de récolte (8.3.2) ; et
  - ii. renvoyer les deux dispositions susmentionnées au CCSCH pour réexamen, et demander au CCSCH de préciser la distinction entre le pays d'origine et le pays de récolte et d'expliquer pourquoi la disposition relative au pays de récolte devrait être obligatoire et en quoi une telle déclaration serait utile pour prévenir la fraude
5. Le CCSCH7 a examiné le CRD26 et a pris note du fait que la définition du pays d'origine telle qu'elle figure dans la *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), était généralement large et donc applicable à toutes les denrées alimentaires. Le CCSCH7 a également noté qu'il n'y avait aucune définition dans le Codex pour le « pays de récolte ». Toutefois, le glossaire que le CCSCH a élaboré pour faciliter son travail comprend une définition pour le terme « récolte ». Sur la base des considérations ci-dessus, le CCSCH est convenu de transmettre la réponse de l'annexe II, partie A, au CCFL.<sup>5</sup>

<sup>1</sup> REP17/CAC, paragraphe 83 et annexe VI

<sup>2</sup> REP22/SCH, paragraphe 39 et annexe III

<sup>3</sup> REP22/CAC, paragraphes 94(i) et 96

<sup>4</sup> REP23/FL, paragraphe 17

<sup>5</sup> REP24/SCH, paragraphe 11 et annexe II Partie A

6. Le CCFL48 (2024) :<sup>6</sup>
- i. est convenu d'approuver la section 8.3.1 « Le pays d'origine doit être déclaré » ; et
  - ii. a noté que le Comité n'était pas parvenu à un accord sur la section 8.3.2 - la déclaration obligatoire du pays de récolte - et n'avait pas été en mesure d'approuver cette disposition. Il a donc décidé de renvoyer la question au CCEXEC87 et à la CAC47 pour examen.
7. Le CCEXEC87 (2024) a noté que le CCEXEC87 reconnaissait la nécessité d'une solution qui soit inclusive, opportune et efficace sur le plan des ressources, et a formulé des recommandations à la CAC47.<sup>7</sup>
8. La CAC47 (2024) a appuyé les recommandations du CCEXEC87 et :<sup>8</sup>
- i. a demandé au Secrétariat du Codex d'adresser une lettre circulaire aux membres et aux observateurs afin de rechercher des solutions potentielles à l'utilisation du pays de récolte dans l'étiquetage alimentaire des épices, reconnaissant les préoccupations qui ont été exprimées par les membres du Codex ;
  - ii. a créé un GTE, relevant du CCFL, présidé conjointement par l'Iran et le Canada et coprésidé par l'Inde et Madagascar, travaillant en anglais et en français, avec comme termes de référence :
    - examiner les informations recueillies à partir des observations sur la lettre circulaire et des discussions au CCSCH, au CCFL et à la CAC47 afin de :
    - proposer des options possibles qui tiennent compte des points de vue des membres sur l'utilisation du pays de récolte en plus de la déclaration obligatoire du pays d'origine dans l'étiquetage alimentaire des épices, y compris le safran et la vanille ;
    - examiner les options pour une définition du pays de récolte et examiner en quoi il diffère du pays d'origine ; et
    - examiner si des clarifications sont nécessaires concernant l'application des dispositions en matière d'étiquetage. o préparer un rapport pour examen par le CCFL49 ;
  - iii. a invité le CCSCH8 à examiner également les réponses à la lettre circulaire et à formuler ses propres observations à l'intention du CCFL49 ;
  - iv. a vivement encouragé les membres du Codex à veiller à ce que les discussions au sein du GTE, du CCSCH8 et du CCFL49 tiennent compte de tous les intérêts concernés ; et
  - v. a invité le CCFL49 à examiner les questions liées à l'utilisation du pays de récolte dans l'étiquetage alimentaire des épices et à proposer des options qui tiennent compte des préoccupations exprimées par les membres du Codex.
9. Le présent document compile les réponses reçues par le biais du système de commentaires en ligne du Codex (OCS) en réponse à la lettre circulaire CL 2025/07-FL publiée en février 2025 à la demande de la CAC47 (voir paragraphe 8(i) ci-dessus).

## Conclusion

10. Le CCSCH8 est invité à examiner les réponses à la lettre circulaire et à formuler des observations à l'intention du CCFL49, conformément à la demande de la CAC 47 (voir paragraphe 8(iii-iv) ci-dessus).

---

<sup>6</sup> REP24/FL, paragraphes 35(i) et 36

<sup>7</sup> REP24/EXEC2, paragraphe 95.

<sup>8</sup> Discussion intégrale dans REP24/CAC paragraphes 182 – 189 et 190 – 196.

## Annexe I

## Traduction du document original en français

## DEMANDE D'INFORMATIONS SUR

## L'UTILISATION DE LA MENTION « PAYS DE RÉCOLTE » DANS L'ÉTIQUETAGE DES ÉPICES

Afin de faciliter la recherche de solutions potentielles à l'utilisation du pays de récolte dans l'étiquetage alimentaire des épices, les membres et observateurs du Codex ont été invités à fournir des informations relatives aux questions suivantes :

- a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la *Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés* (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.
- b. Expériences et exemples liés à l'étiquetage inexact ou trompeur de l'origine des épices.
- c. Défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché ou d'autres épices.
- d. Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.
- e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.
- f. Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.
- g. Toute autre information pertinente concernant les dispositions relatives à l'étiquetage des épices, y compris le safran et la vanille.

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES

| OBSERVATION   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
|---|------------------------|
| L'Organisation internationale des associations du commerce des épices (IOSTA) représente l'industrie mondiale des épices et regroupe des associations professionnelles nationales et régionales de pays qui produisent et utilisent des épices. L'IOSTA œuvre pour faire progresser l'harmonisation des normes réglementaires mondiales. L'IOSTA a le plaisir de vous faire part de ses réponses à la lettre circulaire CL 2025/07-FL « Demande d'informations sur l'utilisation de la mention « pays de récolte » dans l'étiquetage des épices » pour examen.  | IOSTA                  |
| <p>• Dans la norme CXS-1-1985 (Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés), le pays de récolte n'est pas explicitement mentionné. Cette omission soulève des questions quant à la transparence, en particulier pour les produits agricoles non transformés qui sont soit reconditionnés, soit réexportés depuis un pays secondaire, ce qui pourrait nuire aux principes du commerce équitable. Il est important de faire la distinction entre les termes « pays de récolte » et « pays d'origine ». Le terme « pays de récolte » désigne le pays spécifique où un produit agricole, tel que des cultures ou des matières premières, est cultivé et récolté, indiquant ainsi la localisation géographique des activités agricoles. À l'inverse, le « pays d'origine » désigne le pays où un produit est fabriqué, transformé ou produit, ce qui peut inclure l'assemblage final ou la transformation significative du produit dans ce pays [1]. Par exemple, dans l'étiquetage d'épices telles que le safran et la vanille, il est possible de préciser que le produit a été cultivé et récolté dans son pays d'origine, tandis que la transformation finale, y compris le broyage et le conditionnement, a eu lieu dans un autre pays. Cette pratique améliore la transparence pour le consommateur quant à la nature et à l'origine du produit, atténuant ainsi le risque de confusion ou d'informations trompeuses. En outre, cela permet de distinguer clairement le « pays de récolte » et le « pays de transformation », favorisant ainsi un système d'étiquetage plus exact et plus informatif au sein de la chaîne d'approvisionnement des épices.</p> <p>En outre, les produits agricoles, tels que le safran et la vanille, sont classés comme « produits entièrement obtenus » et ne subissent aucune transformation. Ces produits sont destinés à la consommation directe par les consommateurs. Dans ce contexte, il</p> | Iran                   |

| OBSERVATION  | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
|--|------------------------|
| <p>est important de reconnaître que le pays d'origine correspond au pays où le safran est récolté.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'un des principaux défis dans les industries du safran et des épices est la fraude et la fausse déclaration du pays d'origine. Par exemple, il y a eu des cas où le safran a été détourné illégalement vers d'autres pays et vendu sous le nom de ces pays sur les marchés mondiaux. Ce type de fraude induit non seulement les consommateurs en erreur, mais nuit également aux intérêts des producteurs d'origine. De plus, de telles pratiques créent une concurrence déloyale en introduisant des produits à des prix inférieurs qui ne répondent pas aux normes du pays d'origine, ce qui peut nuire à la qualité et à la réputation des marques de confiance.</li> <li>• Afin de garantir l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes concernant le « pays d'origine » et le « pays de récolte » du safran et d'autres épices, il est nécessaire de procéder à des inspections approfondies et d'assurer le respect de la réglementation. Dans de nombreux pays, les inspecteurs utilisent diverses méthodes pour vérifier les informations figurant sur les étiquettes, notamment en retraçant l'origine des produits à l'aide de documents, en inspectant les processus de production et d'emballage et en effectuant des tests en laboratoire afin de confirmer l'authenticité et la qualité des produits. En Iran, des organismes tels que l'Organisation nationale de normalisation et l'Agence nationale de contrôle des aliments et des médicaments supervisent l'étiquetage des produits destinés à l'exportation. En outre, les producteurs de denrées alimentaires et d'épices sont tenus de disposer de licences standard et d'étiquettes de certificat sanitaire délivrées par l'Agence nationale de contrôle des aliments et des médicaments, et ils utilisent des codes d'enregistrement à l'exportation pour le commerce international. Ces systèmes réglementaires et ces licences contribuent à prévenir la fraude et les abus dans les processus d'exportation et garantissent que les consommateurs reçoivent des informations exactes et véridiques. Il existe deux certificats officiels délivrés par le gouvernement qui sont utilisés pour l'importation de produits agricoles. Le certificat phytosanitaire est délivré par le ministère de l'Agriculture et peut indiquer le pays de récolte, tandis que le certificat d'origine est délivré par la Chambre de commerce et d'industrie et mentionne le pays d'origine.</li> </ul> <p>Cette problématique peut générer des opportunités inattendues qui, si elles sont exploitées, ont le potentiel de créer un marché favorable caractérisé par une valeur ajoutée significative.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour l'étiquetage de produits spécifiques tels que le safran et la vanille, il est essentiel de fournir des informations détaillées et complètes sur toutes les étapes de la production et de la transformation. Ces informations permettront aux consommateurs de s'assurer de l'authenticité et de la qualité du produit, tout en offrant une plus grande transparence sur les différentes étapes de la production et du conditionnement.</li> </ul> <p>o La mention du pays de récolte pour les produits agricoles peut avoir des impacts significatifs sur la sécurité et la prévention de la fraude. Ces impacts sont les suivants :</p> <p>o Une transparence accrue : La mention du pays de récolte fournit aux consommateurs des informations précises sur l'origine du produit. Cette transparence peut leur permettre de faire des choix plus éclairés et d'éviter d'acheter des produits contrefaits ou dangereux.</p> <p>o Responsabilité des producteurs : Les producteurs qui mentionnent le pays d'origine se sentent davantage responsables de la qualité et de la sécurité de leurs produits. Cela peut les inciter à respecter les normes de santé et de sécurité.</p> <p>o Identification rapide des problèmes : En cas de problèmes liés à la santé ou à la sécurité, la mention du pays d'origine peut aider à identifier plus rapidement la source du problème. Cela facilitera les poursuites judiciaires et les mesures correctives.</p> <p>o Protection des consommateurs : Grâce à des informations précises sur la provenance d'un produit, les consommateurs peuvent défendre leurs droits contre les produits dangereux ou contrefaits. Cette protection peut contribuer à renforcer la sécurité publique.</p> |                        |

| OBSERVATION   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR         |
|---|--------------------------------|
| <p>o Élaboration de normes de sécurité : La mention du pays d'origine peut contribuer à la création et à l'élaboration de normes de sécurité internationales pour les produits agricoles. Ces normes peuvent permettre de réduire la fraude et d'améliorer la sécurité des produits à l'échelle mondiale.</p> <p>o Sensibilisation du public : Informer les consommateurs sur le pays d'origine les sensibilise aux risques potentiels associés aux produits dangereux. Cette sensibilisation peut contribuer à réduire la fraude et à améliorer la sécurité publique.</p> <p>La fourniture de ces informations peut renforcer la confiance des consommateurs dans le produit et améliorer la compétitivité sur les marchés mondiaux. Elle constitue un mécanisme efficace pour améliorer la sécurité des produits agricoles et réduire la fraude, favorisant ainsi le développement d'un marché plus sain et plus fiable. En outre, elle contribue à garantir le respect des normes internationales et des réglementations commerciales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le pays de récolte se concentre spécifiquement sur la provenance des matières premières agricoles. Cela concerne les processus de vérification, la qualité des caractéristiques essentielles, la productivité des terres agricoles, les conditions climatiques régionales, ainsi que les méthodologies utilisées dans les pratiques agricoles et la culture des plantes. Ce phénomène explique l'importance des produits agricoles provenant de régions spécifiques, comme le café brésilien, la vanille de Madagascar ou le thé sri-lankais, entre autres. Le pays de récolte est pertinent pour les produits tels que les fruits, les légumes et les céréales, pour lesquels le lieu de culture est crucial. Le pays d'origine a une portée plus large, comprenant le lieu où le produit est fabriqué ou transformé de manière significative. Le pays d'origine s'applique aux produits finis et peut inclure des produits dont les matières premières proviennent de plusieurs pays, mais qui sont assemblés ou transformés dans un lieu spécifique. La réglementation en matière d'étiquetage peut exiger que le pays d'origine soit indiqué, ce qui ne reflète pas toujours le pays de récolte si la transformation a lieu ailleurs. En ce qui concerne la qualité et la sécurité, chaque pays peut avoir des normes spécifiques pour la production et la transformation des produits agricoles. En mentionnant le pays d'origine, il devient plus facile d'évaluer la qualité et la sécurité des produits et d'empêcher l'entrée d'articles non conformes ou contaminés.</li> </ul> <p>En résumé, bien que les deux termes se rapportent à l'origine géographique, le « pays de récolte » est spécifique à la production agricole, tandis que le « pays d'origine » se rapporte au lieu de production ou de fabrication global d'un produit [1]. En outre, les produits agricoles, y compris le safran, sont classés comme « produits entièrement obtenus », car ces produits sont destinés à la consommation directe par les utilisateurs finaux. Il est donc essentiel de connaître le lieu où le produit est récolté et cultivé.</p> <p>Le pays d'origine joue un rôle crucial dans l'évaluation des droits de douane et des obligations juridiques. La classification tarifaire, communément appelée code du Système harmonisé (SH), attribuée à différents produits est généralement influencée par le pays d'origine et peut avoir un impact considérable sur les coûts liés à l'importation et à l'exportation.</p> <p>Référence :</p> <p>1. Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires. Étiquetage des denrées alimentaires (Codex Alimentarius), cinquième édition. FAO, Rome. Comprend les normes et les directives adoptées jusqu'en 2007.</p> |                                |
| <p>Madagascar appelle respectueusement les Membres du Codex à soutenir l'inclusion obligatoire du "Pays de Récolte" dans l'étiquetage de la vanille. Cette mesure est juste, conforme aux principes de la norme CXS 1-1985, et essentielle pour protéger les producteurs, renforcer la confiance des consommateurs, et garantir l'intégrité du commerce international des épices.</p>   | <p><b>Madagascar</b></p>       |
| <p>La Nouvelle-Zélande reconnaît que le goût et la qualité du safran séché peuvent varier en fonction du pays dans lequel il est cultivé. Nous reconnaissons également que la valeur élevée du safran pourrait entraîner une utilisation incorrecte (potentiellement frauduleuse) de l'étiquetage du pays d'origine. Cependant, la Nouvelle-Zélande ne</p>  | <p><b>Nouvelle-Zélande</b></p> |

| OBSERVATION   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR     |
|---|----------------------------|
| partage pas l'avis selon lequel l'obligation imposée par le Codex d'indiquer le pays de récolte en plus du pays d'origine constitue une mesure appropriée pour lutter contre ce que nous considérons comme une utilisation frauduleuse de l'étiquetage du pays d'origine.   |                            |
| <p>L'Ouganda reconnaît les avantages potentiels de l'étiquetage du « pays de récolte » (COH) pour promouvoir la transparence et le patrimoine. Cependant, le rendre obligatoire pose des défis, en particulier pour les pays à faible et moyen revenu où les épices sont principalement cultivées. Il s'agit notamment de la capacité limitée de vérification, des coûts de mise en conformité accrus et des incohérences avec les normes Codex actuelles, en particulier la norme CXS 1-1985, surtout lorsque les épices sont transformées après la récolte.</p> <p>L'Ouganda craint également que l'étiquetage obligatoire du pays de récolte ne crée un précédent pour d'autres catégories d'aliments, alourdissant ainsi la charge réglementaire. Dans le cas d'épices mélangées ou provenant de sources en transition, cela pourrait entraîner des complications en matière d'étiquetage. L'Ouganda recommande donc que l'étiquetage du pays de récolte reste facultatif, à la discrétion de l'exploitant du secteur alimentaire, tant qu'il n'induit pas les consommateurs en erreur.</p>   | <b>Ouganda</b>             |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les épices telles que le safran et la vanille subissent généralement plusieurs étapes (séchage, broyage, extraction et conditionnement) qui ont souvent lieu dans des pays autres que celui où la matière première a été initialement récoltée. Par conséquent, le « pays d'origine » indiqué sur l'étiquette du produit final peut devoir refléter le pays où la transformation substantielle a lieu, ce qui nécessite une distinction claire entre le « pays de récolte » et le « pays d'origine ». Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gousses de vanille récoltées dans le pays A qui sont séchées ou extraites dans le pays B.</li> <li>- Filaments de safran récoltés dans le pays A, puis séchés, transformés ou conditionnés dans un autre pays.</li> </ul> </li> <li>• On a observé des cas où le safran est importé d'un pays donné, reconditionné dans le même pays ou dans un autre pays, et puis réétiqueté avec un autre pays comme étant le pays d'origine déclaré. De telles pratiques soulèvent des questions quant à leur exactitude et peuvent induire les consommateurs en erreur quant à la véritable origine du produit.</li> <li>• Le secteur des épices continue de faire face à des défis importants liés aux déclarations d'origine fausses ou trompeuses, en particulier dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cas d'adultération du safran où le pays d'origine est faussement indiqué sur l'étiquette.</li> <li>- Déclarations de produits à base de vanille « pure » alors que de la vanille synthétique est ajoutée ou que les gousses proviennent d'une origine différente de celle déclarée.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ces pratiques sapent la confiance des consommateurs et posent de sérieuses difficultés en matière d'application de la réglementation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Actuellement, la vérification du « pays d'origine » (COO) est effectuée à l'aide de documents tels que les déclarations en douane, les certificats d'origine et les documents d'emballage. Les réglementations des Émirats arabes unis exigent explicitement que le pays d'origine soit clairement indiqué sur l'étiquette du produit sans que le consommateur soit induit en erreur.</li> <li>• Le terme « pays de récolte » pourrait également être accepté par l'autorité compétente comme « pays d'origine ».</li> <li>• Bien qu'il n'existe actuellement aucune obligation quant à la déclaration du « pays de récolte » pour le safran, les réglementations techniques en vigueur aux Émirats arabes unis exigent la déclaration de l'année de récolte en plus du pays d'origine sur l'étiquette, à des fins liées à la sécurité alimentaire et à la traçabilité.</li> <li>• L'obligation de déclarer le « pays de récolte » pourrait créer un précédent pour des déclarations d'origine de plus en plus détaillées, pouvant s'étendre à d'autres étapes</li> </ul> | <b>Émirats Arabes Unis</b> |



| OBSERVATION   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR                  |
|---|---|
| <p>telles que le pays d'abattage, le pays de transformation, le pays de conditionnement, etc. Cette tendance pourrait entraîner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une augmentation des coûts opérationnels pour les producteurs et les exportateurs ;</li> <li>- Une charge administrative supplémentaire et des complexités logistiques tout au long de la chaîne d'approvisionnement ;</li> <li>- Le risque de mesures commerciales de rétorsion ou d'imposition de barrières non tarifaires par les partenaires commerciaux.</li> </ul> <p>• De plus, une telle exigence pourrait dépasser le champ d'application des normes du Codex, ce qui la rendrait incompatible avec les normes internationalement reconnues. Cela pourrait constituer un obstacle technique au commerce (OTC) au regard des règles de l'OMC et donner lieu à des contestations commerciales officielles. En outre, cela pourrait entraver les efforts d'harmonisation mondiale des réglementations et des politiques en matière d'étiquetage des denrées alimentaires.</p> <p>• Par ailleurs, exiger des déclarations d'origine multiples (par exemple, « Récolté dans le pays A, transformé dans le pays B ») pourrait semer la confusion chez les consommateurs. Par exemple, un produit à base de vanille étiqueté « Récolté en Indonésie, transformé en Thaïlande, conditionné aux États-Unis » pourrait ne pas permettre de savoir clairement quelles normes nationales régissent principalement la qualité et la sécurité du produit.</p> <p>• Impacts positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliore la transparence en matière de la source des produits et contribue à réduire la fraude sur les marchés des épices haut de gamme, telles que le safran et la vanille.</li> <li>- Améliore la traçabilité, en particulier pour traiter les problèmes liés aux résidus de pesticides ou aux cas de contamination.</li> <li>- Apporte plus de clarté aux consommateurs qui souhaitent de plus en plus connaître à la fois les origines de la culture (récolte) et de la transformation de leurs produits alimentaires.</li> </ul> <p>• Impacts négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Peut créer un obstacle au commerce, en particulier dans le cas des produits à base d'épices mélangés ou reconditionnés, à moins que des exigences harmonisées ne soient établies à l'échelle mondiale.</li> <li>- Pourrait imposer des contraintes réglementaires et opérationnelles supplémentaires aux exportateurs, compliquant ainsi le commerce transfrontalier.</li> </ul> <p>• Si le « pays de récolte » doit devenir une exigence d'étiquetage obligatoire à l'avenir pour les épices telles que le safran et la vanille, alors des obligations d'étiquetage similaires devraient être étendues à d'autres produits alimentaires de base, y compris les matières premières végétales, afin d'assurer la cohérence réglementaire entre les catégories de produits.</p> <p>• Il est également recommandé d'inclure l'« année de récolte » aux côtés du « pays de récolte » sur l'étiquette. Cela contribuerait de manière significative à la traçabilité et au contrôle de la sécurité alimentaire, en particulier pour les produits ayant une durée de conservation plus longue.</p> <p>• En outre, toute proposition d'étiquetage de ce type devrait être officiellement communiquée aux membres et observateurs du Codex pour examen et observations avant son adoption, afin de promouvoir l'harmonisation internationale et d'éviter d'éventuelles perturbations commerciales.</p> |   |
| <p>Les États-Unis se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de répondre à la lettre circulaire 2025/07-FL demandant des informations sur l'utilisation de la mention « pays de récolte » dans l'étiquetage alimentaire des épices. Les États-Unis sont profondément préoccupés à l'idée qu'une déclaration obligatoire du « pays de récolte » sur les épices pourrait favoriser des pratiques commerciales déloyales, créer des obstacles au commerce et compromettre l'approche scientifique du Codex en matière</p>   | <p><b>États-Unis<br/>d'Amérique</b></p> |

| OBSERVATION   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
|---|------------------------|
| <p>d'établissement de normes. Le Codex devrait s'appuyer sur le système d'étiquetage existant du « pays d'origine », qui a fait ses preuves, est équitable, évite les doublons et la confusion, et est conforme aux règles d'étiquetage harmonisées au niveau mondial (à savoir la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985). L'introduction d'une disposition obligatoire d'étiquetage du pays de récolte pour les épices risque de mettre en péril l'approche harmonisée et de conférer des avantages déloyaux à certains pays producteurs par rapport à d'autres, ce qui compromettrait directement le mandat du Codex.</p> <p>Les États-Unis ont détaillé ci-dessous les raisons pour lesquelles l'établissement d'une obligation d'indiquer le pays de récolte pour les épices, en particulier, mais aussi pour tout autre produit, de manière générale, dans le Codex introduirait des vulnérabilités et des risques dans les normes internationales concernées et ouvrirait la voie à des conséquences importantes pour le commerce international, l'inspection et la certification. L'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » dans le Codex créerait plusieurs précédents dangereux, également détaillés ci-dessous.</p> <p>Les États-Unis se réjouissent de participer au groupe de travail électronique avant la 49e session du CCFL afin d'examiner si l'étiquetage du pays d'origine est utilisé à mauvais escient ou appliqué de manière incorrecte dans le domaine des épices et d'élaborer des solutions pour garantir que les besoins et les préoccupations des pays producteurs soient pris en compte de manière appropriée.</p>   |                        |
| <p>La Zambie s'oppose à l'inclusion du « pays de récolte » comme exigence obligatoire d'étiquetage dans la norme pour le safran. Cette exigence est susceptible d'introduire des obstacles au commerce inutiles et des inefficacités économiques sans apporter d'avantages tangibles en termes de sécurité alimentaire ou de prévention de la fraude. Cette exigence manque de justification économique, réglementaire ou commerciale, et ses conséquences non intentionnelles risquent d'avoir des répercussions considérables pour les producteurs, les exportateurs et les chaînes d'approvisionnement mondiales, en particulier dans les économies en développement. L'exigence relative au « pays de récolte » n'offre que des avantages sélectifs pour certains produits perçus comme étant des produits haut de gamme et d'origine unique. Cependant, pour les exportations en vrac et d'origines multiples, elle présente des risques sérieux en termes d'obstacles au commerce, de coûts de mise en conformité et de distorsions du marché.</p> <p>1. L'exigence relative au « pays d'origine » garantit déjà la transparence.</p> <p>L'étiquette « pays d'origine » offre déjà aux consommateurs et aux régulateurs la traçabilité et la transparence nécessaires en matière de la chaîne d'approvisionnement. L'ajout du « pays de récolte » est redondant et n'améliore pas la sécurité alimentaire, la prévention de la fraude ou la protection des consommateurs.</p> <p>2. Charges commerciales et économiques injustifiées pour les pays en développement.</p> <p>L'obligation d'indiquer le « pays de récolte » entraînerait des coûts de mise en conformité et des complexités commerciales importants, et notamment :</p> <p>L'augmentation des coûts administratifs et de certification – Les producteurs seraient obligés de mettre en place des systèmes de traçabilité, des processus de vérification et des certifications par des tiers supplémentaires et coûteux, ce qui affecterait de manière disproportionnée les petits exploitants agricoles et les PME.</p> <p>La perturbation des chaînes d'approvisionnement – De nombreux produits agricoles sont transformés et conditionnés dans plusieurs pays avant d'être exportés. L'obligation d'étiqueter chaque récolte pourrait entraîner un décalage par rapport aux pratiques commerciales mondiales existantes et imposer une restructuration coûteuse de la chaîne d'approvisionnement.</p> <p>3. Risque de créer un précédent en matière des barrières non tarifaires (BNT).</p> <p>Cette proposition risque de créer un dangereux précédent, d'autres produits agricoles pouvant être soumis à des exigences d'étiquetage similaires et inutiles. Si elle était appliquée à grande échelle, elle pourrait :</p> | Zambie                 |



| OBSERVATION  | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
|--|------------------------|
| <p>Encourager les politiques protectionnistes, l'étiquetage étant utilisé comme un outil de restriction commerciale plutôt que comme une mesure de protection des consommateurs.</p> <p>Créer des obstacles à la participation au marché en imposant des exigences réglementaires arbitraires et fragmentées qui profitent de manière disproportionnée à certaines régions tout en désavantageant d'autres.</p> <p>4. Aucune justification économique ou commerciale pour cette exigence.</p> <p>D'un point de vue économique, cette exigence n'offre aucune valeur ajoutée, mais impose des coûts considérables. Elle n'améliore ni l'efficacité du marché, ni la détection des fraudes. Au contraire, elle :</p> <p>compliquera les échanges commerciaux en créant des contraintes réglementaires supplémentaires qui vont à l'encontre des efforts visant à faciliter le commerce.</p> <p>ne sert aucun intérêt public clair, mais privilégie plutôt les avantages commerciaux ou géographiques de certains acteurs.</p> <p>5. Position de la Zambie : Défendre le commerce équitable et l'accès équitable au marché.</p> <p>La Zambie rejette l'inclusion du « pays de récolte » comme exigence d'étiquetage pour le safran. Les normes du Codex Alimentarius doivent rester axées sur la sécurité alimentaire, le commerce équitable et la protection des consommateurs, et ne pas servir d'instruments de distorsion des échanges commerciaux. Cette proposition constitue un obstacle au commerce injustifié qui nuira de manière disproportionnée à certaines économies, en particulier aux petits producteurs et exportateurs.</p> <p>En résumé, la position de la Zambie contre l'utilisation du pays de récolte repose sur les arguments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Redondant et injustifié : L'étiquette « pays d'origine » assure déjà une traçabilité suffisante.</li> <li>· Crée des obstacles au commerce : Cela imposerait une charge disproportionnée aux pays en augmentant les coûts de mise en conformité et les difficultés d'accès au marché.</li> <li>· Crée un précédent porteur de risques : Cela pourrait renforcer les barrières non tarifaires, nuisant ainsi au commerce agricole à l'échelle mondiale.</li> <li>· Ne sert pas les intérêts des consommateurs : Il n'existe aucun lien avéré avec la prévention de la fraude ou la sécurité alimentaire.</li> </ul> |                        |

| <p><b>a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</b></p>  |                        |
|--|------------------------|
| RÉPONSES   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
| <p>L'Australie n'a pas connaissance d'un scénario dans lequel la transformation pourrait modifier la nature (transformer substantiellement) des épices (y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage. Si les épices avaient subi une transformation qui modifie leur nature, elles ne répondraient plus aux définitions de base des produits selon les normes respectives applicables à ces produits (ou le projet de norme dans le cas de la vanille), qui précisent toutes généralement dans leur champ d'application que la norme concerne les épices destinées à la consommation directe, à une utilisation en tant qu'ingrédient ou au reconditionnement si nécessaire, et n'inclut pas les produits destinés à la transformation industrielle.</p>   | <b>Australie</b>       |
| <p>Dans le cas des épices, y compris le safran et la vanille, déterminer le pays d'origine aux fins de l'étiquetage des denrées alimentaires conformément à la section 4.5 de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985) peut s'avérer complexe, en particulier lorsque les produits sont récoltés dans un pays et transformés dans un autre.</p> <p>Il est essentiel de faire la distinction entre le pays de récolte, où l'épice est cultivée et récoltée, et le pays d'origine, qui peut, dans certaines circonstances, être considéré comme le pays où le produit subit une transformation substantielle.</p> <p>Cependant, ce qui constitue une transformation substantielle dépend de la nature de la transformation et de l'utilisation prévue des informations relatives à l'origine. Aux fins de l'application de la norme Codex, la principale considération devrait être que l'étiquetage d'origine soit transparent et qu'elle n'induisse pas les consommateurs en erreur. Dans ce contexte, les opérations généralement appliquées aux épices, telles que le séchage, le broyage ou le conditionnement, ne devraient pas être considérées comme des transformations substantielles et ne justifieraient pas la modification du pays d'origine déclaré.</p> <p>Par exemple, si les gousses de vanille sont récoltées dans un pays puis séchées, triées, broyées ou conditionnées dans un autre, ces opérations ne modifient pas la nature essentielle du produit. Du point de vue de l'information des consommateurs, ces étapes ne justifient généralement pas une modification du pays d'origine déclaré. Dans ces cas, le pays de récolte devrait rester le pays d'origine sur l'étiquette.</p> <p>Toutefois, si la vanille est transformée en un nouveau produit, tel que l'extrait naturel de vanille, cela constitue une transformation substantielle qui entraîne une modification de l'origine aux fins de l'étiquetage. Il convient de noter que ces produits dérivés peuvent se trouver hors du champ d'application des normes Codex pour les épices et les herbes culinaires.</p> <p>En outre, même des opérations de manipulation minimales telles que le séchage ou le conditionnement peuvent avoir une incidence sur la qualité et la sécurité des produits lorsqu'elles sont effectuées dans de mauvaises conditions, ce qui peut entraîner une contamination. Or, ces préoccupations concernent la sécurité et la qualité des aliments plutôt que la détermination du pays d'origine.</p> <p>Étant donné la diversité des pratiques de transformation et des interprétations réglementaires d'un pays à l'autre, il pourrait être utile que le CCSCH fournisse des orientations supplémentaires afin de promouvoir la clarté et la cohérence dans l'application de l'étiquetage d'origine pour les épices, en tenant compte des types de transformation généralement appliqués à ces produits et couverts par leurs normes Codex respectives, tout en répondant aux attentes des consommateurs et en soutenant le commerce international équitable.</p> | <b>Brésil</b>          |
| <p>La Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (GSLPF) (CXS 1-1985), qui s'applique à toutes les denrées alimentaires préemballées, établit des critères clairs concernant le pays d'origine, comme suit :</p>   | <b>Canada</b>          |

**a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la *Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés* (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.**

| RÉPONSES  | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
|---|------------------------|
| <p>4.5 Pays d'origine</p> <p>4.5.1 Le pays d'origine de la denrée alimentaire doit être déclaré si son omission risque d'induire le consommateur en erreur ou de le tromper.</p> <p>4.5.2 Lorsqu'une denrée alimentaire subit une transformation dans un deuxième pays qui en modifie la nature, le pays dans lequel la transformation est effectuée doit être considéré comme le pays d'origine aux fins de l'étiquetage.</p> <p>Comme indiqué ci-dessus, aux fins de l'étiquetage des denrées alimentaires, le pays d'origine changerait si la transformation modifiait la nature de la denrée alimentaire.</p> <p>En général, on considère qu'une denrée alimentaire change de nature ou subit une transformation substantielle lorsqu'elle devient une denrée alimentaire nouvelle et différente, généralement dotée d'un nouveau nom commun. Dans le cas des normes du Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires, celles-ci comprennent souvent plusieurs modes de présentation, espèces et variétés, dans le cadre d'une même norme et d'un même nom commun. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La norme pour les parties florales séchées – Safran – comprend les modes de présentation suivants : filaments, filaments coupés, en poudre et autres modes de présentation à condition qu'ils soient étiquetés – tous regroupés sous le nom commun de safran séché</li> <li>• Le projet de norme pour les épices dérivées de fruits et baies séchés ou déshydratés – Vanille – comprend les modes de présentation suivants : gousses entières, gousses fendues, gousses coupées, pulpe et graines de vanille, moulue/en poudre – tous regroupés sous le nom commun de vanille</li> <li>• La norme pour le basilic séché – comprend les modes de présentation suivants : entier/intact, écrasé/frotté/floconné, moulu/en poudre, autres – tous regroupés sous le nom commun de basilic</li> <li>• La norme pour les graines séchées – Noix de muscade – comprend les modes de présentation suivants : entière en coque, entière décortiquée, graine cassée, moulue – tous regroupés sous le nom commun de noix de muscade</li> </ul> <p>Quel que soit le mode de présentation de ces épices et herbes culinaires, leur nom commun reste le même. De plus, comme ces modes de présentation relèvent de la même norme, ils sont considérés comme étant une seule et même denrée alimentaire. Par conséquent, une modification du mode de présentation, telle que le broyage d'une épice, ne peut être considérée comme modifiant la nature de la denrée alimentaire et, à ce titre, ne modifierait pas l'origine de la denrée alimentaire aux fins de l'étiquetage des denrées alimentaires. Concrètement, cela signifie que l'origine d'une épice telle que le safran séché ne change pas si elle est récoltée dans un pays et broyée dans un autre pays. Le pays d'origine, aux fins de l'étiquetage, reste le pays où la denrée alimentaire a été récoltée, car l'étape de broyage ne modifie pas la nature de la denrée alimentaire. La forme moulue est en fait la même denrée alimentaire, car elle relève de la même norme.</p> <p>Il est également important de noter que la définition du CCSC de la transformation ultérieure figurant dans le glossaire des termes du CCSC (SCH/7 INF/01) (ci-dessous) comprend des éléments supplémentaires qui ne modifient pas la nature du produit selon la description de l'origine du CCFL (c'est-à-dire que le tri, le classement, le conditionnement, etc. ne modifient pas la nature de la denrée alimentaire).</p> <p>Le glossaire des termes des normes SCH définit la transformation ultérieure comme suit :</p> <p>Les activités nécessaires pour transformer les épices et les herbes de matières premières agricoles en produits finis prêts à consommer, destinés à la consommation</p> |                        |

| <p><b>a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</b></p>  |                        |
|--|------------------------|
| RÉPONSES   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
| <p>directe par des particuliers ou à l'utilisation par des entreprises commerciales, y compris à des fins de restauration ou dans des produits alimentaires formulés. Ces étapes peuvent comprendre Le nettoyage, le tri, le tamisage, le broyage, le classement, le conditionnement dans des emballages prêts à la consommation et/ou dans des conteneurs en vrac destinés à être reconditionnés dans des conteneurs de taille adaptée à la consommation.</p> <p>Selon les normes et définitions du CCSCH, lorsqu'une épice ou une herbe culinaire a subi une transformation ultérieure, y compris un changement de mode de présentation, ces activités de transformation ne modifieraient pas la nature du produit aux fins de l'étiquetage d'origine. Ainsi, même si la transformation ultérieure du safran séché ou d'autres épices ou herbes a lieu dans un pays autre que celui où le produit a été récolté, le pays de récolte reste le pays d'origine, conformément à la GSLPF.</p> <p>Les processus qui modifieraient la nature des épices sont ceux qui créent une denrée alimentaire nouvelle et différente. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'extrait de vanille – un extrait liquide préparé à partir de vanille séchée dans une solution alcoolique</li> <li>• Un mélange d'épices composé de safran séché et d'autres épices</li> <li>• Un mélange d'assaisonnement composé de diverses épices et de sel</li> </ul> <p>Dans les exemples ci-dessus, les denrées alimentaires ne sont plus des produits couverts par une norme CCSCH, mais sont des denrées alimentaires nouvelles. Par exemple, dans le cas d'un mélange d'épices composé de safran séché et d'autres épices, le mélange ne serait pas couvert par la norme pour le safran séché et ne pourrait pas être appelé « safran séché ». Dans tous ces exemples, les denrées alimentaires soumises aux normes CCSCH sont des ingrédients entrant dans la composition du produit alimentaire final, et les exigences d'étiquetage applicables concerneraient le produit alimentaire obtenu, et non les ingrédients entrant dans sa composition.</p> <p>Il convient de noter que le champ d'application des normes CCSCH, comme le projet de norme pour le safran séché, exclut spécifiquement la transformation industrielle. Bien que la transformation industrielle puisse modifier la nature du produit et donc entraîner une nouvelle origine pour l'étiquetage (conformément à la GSLPF), elle n'affecterait pas l'origine des intrants. Par exemple, l'extrait de vanille produit par transformation industrielle n'entre pas dans le champ d'application du projet de norme pour les épices dérivées de fruits et baies séchés ou déshydratés – Vanille ; tant que ce changement de nature résultant de la transformation industrielle ne se produit pas, le pays d'origine de la vanille (intranant dans l'extrait) reste celui où elle a été récoltée.</p> <p>Le glossaire des termes des normes SCH (SCH/7 INF/01) définit la transformation industrielle comme suit :</p> <p>L'application de procédés physiques ou chimiques qui modifient ou transforment considérablement un produit par rapport à son état d'origine en d'autres produits, comme l'extraction d'huiles essentielles ou d'autres composants utilisables à partir de l'épice. Cela exclut le mélange d'épices.</p> <p>Étant donné que la transformation industrielle est exclue des normes CCSCH, les discussions sur les dispositions relatives à l'étiquetage d'origine des denrées alimentaires soumises à ces normes se limitent aux types de transformation qui entrent dans le champ d'application de la norme et à la question de savoir si ces types de transformation modifient ou non la nature de la denrée alimentaire.</p> |                        |
| <p>Compte tenu du contenu de la section 4.5 sur le pays d'origine de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations dans lesquelles la transformation des épices, y compris</p>   | <p><b>Chili</b></p>    |

**a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.**

| RÉPONSES  | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
|---|------------------------|
| <p>le safran et la vanille, pourrait entraîner des modifications de leur nature, ce qui pourraient nécessiter une modification du « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</p> <p>Au Chili, en général, les épices et herbes culinaires, y compris le safran et la vanille, ne subissent pas de modifications de leur nature lors de leur transformation normale. L'importation en vrac de ces produits, suivie d'opérations courantes sur le territoire national telles que le nettoyage pour éliminer les impuretés (fragments végétaux indésirables, matières inorganiques, etc.), la sélection pour normaliser la qualité, le hachage ou la découpe pour faciliter l'utilisation, le broyage pour obtenir des modes de présentation en poudre et, enfin, le conditionnement pour la vente au consommateur final, sont considérées comme des transformations de caractère éminemment physique. Elles ne modifient pas les propriétés intrinsèques et la nature du produit, et les caractéristiques organoleptiques de sa composition ou sa valeur nutritionnelle sont préservées.</p> <p>Par conséquent, du point de vue de l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées au Chili, ces opérations ne justifieraient pas à elles seules une modification de la déclaration du « pays d'origine ». La désignation de l'origine primaire resterait inchangée, reflétant le lieu où l'épice a été initialement cultivée ou récoltée.</p> <p>Dans l'hypothèse où des ingrédients seraient ajoutés qui modifieraient de manière significative la composition ou les caractéristiques intrinsèques de l'épice importée, on pourrait soutenir, du point de vue du Chili, que le produit obtenu a acquis une nouvelle identité, ce qui pourrait nécessiter de reconsidérer le « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage, en indiquant le lieu où cette transformation substantielle a eu lieu. (NORME GÉNÉRALE POUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES CXS 1-1985 et ses principes généraux 4.5.1 et 4.5.2.</p> <p>Nous estimons que cette norme devrait clarifier ce qu'implique le point 4.5.2, en ce qui concerne le fait que « lorsqu'un produit alimentaire subit une transformation dans un deuxième pays qui modifie sa nature, le pays où la transformation a lieu devrait être considéré comme le pays d'origine aux fins de l'étiquetage ». La définition de « modification de la nature du produit alimentaire » n'étant pas incluse dans la norme, l'interprétation de ce point est laissée à la libre interprétation. Si ce terme était clairement défini, il ne serait pas nécessaire de faire la distinction entre le pays de récolte et le pays d'origine pour les épices et herbes culinaires séchées ou déshydratées.</p> |                        |
| Question a : Pas de commentaires  | Colombie               |
| <p>En vertu de la section 4.5 de la norme CXS 1-1985, le pays d'origine déclaré sur l'étiquette doit correspondre au lieu où a eu lieu la dernière transformation substantielle qui a modifié la nature du produit. Cela veut dire que lorsque ces ingrédients subissent des transformations dans un deuxième pays qui modifient leur forme, leur composition ou leurs caractéristiques essentielles, ce pays doit être déclaré comme la nouvelle origine.</p> <p>Dans le cas des épices telles que le safran et la vanille, il existe des situations dans lesquelles la transformation pourrait modifier leur nature. Par exemple, si les filaments de safran sont moulus en poudre dans un pays autre que celui où ils sont cultivés, ou si les gousses de vanille sont transformées pour obtenir des extraits ou des essences, ces modifications constituent des transformations substantielles. Il en va de même lorsque les épices sont mélangées à d'autres ingrédients dans des proportions qui altèrent leur identité d'origine ou lorsqu'elles subissent des traitements chimiques ou thermiques qui affectent leurs propriétés fondamentales.</p>   | Costa Rica             |

| <p><b>a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</b></p>   |                        |
|---|------------------------|
| RÉPONSES  | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
| Au Costa Rica, les activités et les traitements qui ne modifient pas la nature et, par conséquent, ne changent pas le pays d'origine des denrées alimentaires comprennent : le conditionnement, l'emballage ou le reconditionnement, la congélation ou la réfrigération, la sélection, le classement, la répartition des expéditions en vrac, le regroupement en paquets, l'apposition d'étiquettes, l'épluchage et la découpe.   |                        |
| Les épices et les herbes font partie des produits les plus traditionnels, les plus ciblés et soumis au broyage, au concassage et au mélange par les fournisseurs sans prendre en compte d'autres mesures. Cela modifie intrinsèquement les propriétés et la nature du produit, et par conséquent, son pays d'origine. Cela entraîne une confusion et un manque de distinction entre différents produits et les normes de qualité. Cela a conduit les commerçants à hésiter sur les processus de production par crainte de la qualité, de la sécurité alimentaire et de la fraude.   | Égypte                 |
| <p>Les épices sont des produits transformés dérivés de plantes. Les processus post-récolte tels que le dépoussiérage, le tri, le classement, l'appariement, la découpe, le stockage, le transport et le conditionnement ne modifient pas la nature des épices.</p> <p>Dans le cas du safran, qui est un produit périssable, le séchage doit avoir lieu immédiatement après la récolte. Ainsi, le pays d'origine et le pays de récolte sont les mêmes. Nous estimons également que, dans le cas du safran, le broyage ne modifie pas la nature du produit et n'a donc pas d'incidence sur le pays d'origine, c'est-à-dire que le pays d'origine reste le pays de récolte.</p> <p>La vanille, en revanche, subit généralement des transformations telles que la fermentation et le broyage, qui peuvent ou non avoir lieu sur le lieu de récolte. Par conséquent, il se peut que le pays d'origine ne soit pas le même que celui de la récolte.</p> | Union européenne       |
| Un exemple typique de produit dont la transformation entraîne des modifications à cet égard est le paprika espagnol, qui est principalement cultivé, récolté et séché en Chine.   | FoodDrinkEurope        |
| Le Honduras reconnaît que certaines opérations telles que le séchage, la mouture ou le mélange peuvent modifier le pays d'origine déclaré conformément à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985). Cependant, nous considérons que cette norme fournit déjà un cadre suffisant pour garantir une déclaration adéquate du pays d'origine, sans qu'il soit nécessaire d'inclure le pays de récolte.   | Honduras               |
| Cela est particulièrement pertinent dans le cas des produits à base d'épices à valeur ajoutée, tels que le safran en poudre ou l'essence/le sirop de vanille. Par exemple, lorsque les filaments de safran brut sont transformés en safran en poudre dans un autre pays, la nature du produit change. Par conséquent, le pays où cette transformation a lieu est souvent désigné comme le nouveau « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage, conformément à la section 4.5. De même, pour la vanille, lorsque les gousses de vanille brutes sont transformées en produits dérivés tels que l'extrait, l'essence ou le sirop de vanille dans un autre pays, l'étiquetage peut indiquer le pays de transformation comme pays d'origine, même si la matière première a été récoltée ailleurs.  | Inde                   |
| Après la récolte, de nombreuses épices sont exportées vers un autre pays pour être nettoyées, transformées, moulues et/ou mélangées à d'autres ingrédients, ce qui peut entraîner des modifications du « pays d'origine » indiqué sur l'étiquette du produit fini. Ceci est le cas pour toutes les épices, y compris le safran et la vanille.   | IOSTA                  |
| • Dans la norme CXS-1-1985 (Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés), le pays de récolte n'est pas explicitement mentionné. Cette omission soulève des questions quant à la transparence, en particulier pour les produits agricoles non transformés qui sont soit reconditionnés, soit réexportés depuis un pays secondaire, ce qui pourrait nuire aux principes du commerce équitable. Il est important   | Iran                   |



| <p><b>a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la <i>Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés</i> (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</b></p>  |                        |
|---|------------------------|
| RÉPONSES  | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
| <p>de faire la distinction entre les termes « pays de récolte » et « pays d'origine ». Le terme « pays de récolte » désigne le pays spécifique où un produit agricole, tel que des cultures ou des matières premières, est cultivé et récolté, indiquant ainsi la localisation géographique des activités agricoles. À l'inverse, le « pays d'origine » désigne le pays où un produit est fabriqué, transformé ou produit, ce qui peut inclure l'assemblage final ou la transformation significative du produit dans ce pays [1]. Par exemple, dans l'étiquetage d'épices telles que le safran et la vanille, il est possible de préciser que le produit a été cultivé et récolté dans son pays d'origine, tandis que la transformation finale, y compris le broyage et le conditionnement, a eu lieu dans un autre pays. Cette pratique améliore la transparence pour le consommateur quant à la nature et à l'origine du produit, atténuant ainsi le risque de confusion ou d'informations trompeuses. En outre, cela permet de distinguer clairement le « pays de récolte » et le « pays de transformation », favorisant ainsi un système d'étiquetage plus exact et plus informatif au sein de la chaîne d'approvisionnement des épices.</p> <p>En outre, les produits agricoles, tels que le safran et la vanille, sont classés comme « produits entièrement obtenus » et ne subissent aucune transformation. Ces produits sont destinés à la consommation directe par les consommateurs. Dans ce contexte, il est important de reconnaître que le pays d'origine correspond au pays où le safran est récolté.</p>   |                        |
| <p>Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la <i>Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés</i> (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</p> <p>La vanille est un produit agricole unique dont la valeur est intimement liée à son origine géographique. En effet, la transformation post-récolte diffère d'un pays à un autre donnant des qualités très différentes. A Madagascar, cette transformation – échaudage, fermentation, séchage, affinage – est réalisée entièrement à la main, selon des méthodes ancestrales qui préservent l'identité agricole de la gousse. Le processus clé de fermentation et de séchage se déroule généralement dans le pays de récolte. Bien que cette étape transforme la gousse, de sa couleur et son arôme très développé, elle ne change pas fondamentalement sa nature de gousse de vanille.</p> <p>Dans plusieurs cas, les gousses de vanille sont envoyées à l'étranger pour un simple conditionnement ou emballage, cela ne change pas la nature du produit mais selon les règles d'origine, elles pourront devenir « originaires » du pays et l'étiquetage devrait indiquer le pays de récolte. Tel est également le cas pour une transformation majeure telle que l'extraction d'arôme ou la production de poudre qui modifie la nature originale, ce qui pourrait justifier une mention supplémentaire du pays de transformation en plus du pays de récolte (ex : « Vanille cultivée et récoltée à Madagascar, transformée en extrait en France »). Le pays de récolte demeure la référence principale pour l'étiquetage des gousses séchées. Il est donc essentiel que le pays de récolte soit reconnu et déclaré comme référence première d'origine.</p> | <b>Madagascar</b>      |
| <p>Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la <i>Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés</i> (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</p> <p>Dans certains cas, la transformation des épices, comme le séchage, le broyage, la torréfaction, la fermentation et l'extraction, peut modifier considérablement leur nature, ce qui peut avoir une incidence sur la détermination du pays d'origine aux fins de l'étiquetage. Par exemple, lorsque le safran est simplement séché et emballé, il peut continuer à refléter son pays d'origine initial. Cependant, une fois qu'il a subi une</p>   | <b>Arabie saoudite</b> |

| <p><b>a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</b></p>  |   |
|--|---|
| RÉPONSES   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR                                  |
| <p>transformation ultérieure, il peut être considéré comme un produit fondamentalement différent. De même, les gousses de vanille peuvent conserver leur origine initiale lorsqu'elles sont séchées, mais leur transformation en extrait ou en concentré de vanille peut faire passer la désignation d'origine au pays où cette transformation a lieu. Ces considérations soulèvent la nécessité de disposer d'orientations claires et harmonisées sur la manière dont les différents niveaux et types de transformation ont une incidence sur l'attribution du pays d'origine. L'Arabie saoudite souligne l'importance de traiter cette question dans le cadre du Codex afin de garantir des pratiques d'étiquetage cohérentes et transparentes, en particulier pour les épices de grande valeur comme le safran et la vanille.</p>   |   |
| <p>Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</p> <p>Un exemple typique de produit dont la transformation entraîne des modifications à cet égard est le paprika espagnol, qui est principalement cultivé, récolté et séché en Chine.</p>   | <b>TEA &amp; HERBAL<br/>INFUSIONS<br/>EUROPE (THIE)</b> |
| <p>Les méthodes de transformation qui entraînent une modification des caractéristiques physiques et chimiques du produit, et qui sont donc qualifiées de « modifiant la nature » au sens de la clause 4.5 de la norme CXS 1-1985, peuvent inclure le séchage et la déshydratation, la découpe, le broyage ou le concassage, le mélange et l'extraction.</p>  | <b>Thaïlande</b>  |
| <p>Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.</p> <p>Position de l'Ouganda : Les épices subissent un certain nombre de transformations qui peuvent modifier leur nature. Ces transformations comprennent, sans s'y limiter, le séchage, le broyage, l'extraction et la formulation. Prenons le cas des bâtonnets de cannelle qui sont récoltés et séchés dans le pays A, puis exportés vers le pays B, où ils sont transformés en cannelle en poudre.</p> <p>Ce processus de broyage transforme la cannelle d'une épice entière en une poudre fine qui convient mieux à un usage culinaire ou industriel. Cette modification de la forme physique, ainsi que les différences qui en résultent en termes d'intensité aromatique et d'application, peuvent être considérées comme une modification significative de la nature du produit.</p> <p>En conséquence, en vertu des dispositions du CXS 1-1985, le pays B, où les bâtonnets de cannelle ont été moulus en poudre, est le pays d'origine, et non le pays A où la cannelle a été cultivée et récoltée.</p> | <b>Ouganda</b>  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les épices telles que le safran et la vanille subissent généralement plusieurs étapes (séchage, broyage, extraction et conditionnement) qui ont souvent lieu dans des pays autres que celui où la matière première a été initialement récoltée. Par conséquent, le « pays d'origine » indiqué sur l'étiquette du produit final peut devoir refléter le pays où la transformation substantielle a lieu, ce qui nécessite une distinction claire entre le « pays de récolte » et le « pays d'origine ». Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gousses de vanille récoltées dans le pays A qui sont séchées ou extraites dans le pays B.</li> <li>- Filaments de safran récoltés dans le pays A, puis séchés, transformés ou conditionnés dans un autre pays.</li> </ul> </li> </ul>  | <b>Émirats Arabes<br/>Unis</b>                          |

**a. Notant le contenu de la Section 4.5 sur le Pays d'origine dans la Norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés (CXS 1-1985), fournir des informations sur les situations où la transformation des épices pourrait changer la nature des épices, y compris le safran et la vanille, ce qui pourrait nécessiter des changements au « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage.**

| RÉPONSES   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR   |
|--|--------------------------|
| <p>Les États-Unis n'ont connaissance d'aucune situation dans laquelle la transformation et la préparation des épices modifieraient la nature de celles-ci, y compris le safran et la vanille. Dans tous les cas relevant des normes en question, les États-Unis estiment que le « pays de récolte » et le « pays d'origine » seraient les mêmes.</p> <p>Selon les États-Unis, la vanille et le safran qui sont soumis respectivement au projet de norme pour les épices dérivées de fruits et baies séchés – Vanille – et à la norme pour les parties florales séchées – Safran – ne subissent pas de transformation susceptible d'entraîner une modification de la nature de l'épice.</p> <p>Dans le cas des produits liés aux épices qui ne sont pas soumis aux normes (c'est-à-dire les extraits), la transformation et la préparation entraînent un changement d'identité du produit et la seule déclaration d'origine appropriée est le « pays d'origine ». L'application de la déclaration « pays de récolte » qui diffère du pays d'origine dans le cas d'une transformation substantielle de l'épice entraînant un produit différent serait considérée comme un étiquetage inapproprié et trompeur, et créerait des conditions commerciales déloyales.</p> <p>Les États-Unis maintiennent que le « pays d'origine » est la seule déclaration appropriée à appliquer aux denrées alimentaires, soulignant que le pays d'origine tient compte des changements dans la nature de la denrée alimentaire afin de garantir qu'aucune revendication trompeuse sur l'origine de la denrée alimentaire ne soit faite.</p> | États-Unis<br>d'Amérique |
| <p>L'Ouzbékistan reconnaît l'importance d'un étiquetage exact et transparent dans le commerce international des épices. Cependant, l'introduction d'une exigence obligatoire d'étiquetage indiquant le « pays de récolte » (COH) soulève plusieurs défis qui doivent être examinés avec soin.</p> <p>Il y a eu des cas où les épices ont été reconditionnées et mal étiquetées afin d'indiquer un pays d'origine plus attractif sur le plan commercial plutôt que leur source réelle. Garantir la conformité avec l'étiquetage du pays de récolte peut nécessiter de meilleurs systèmes de traçabilité, ce qui pourrait augmenter les coûts pour les producteurs et les autorités réglementaires.</p> <p>L'étiquetage du pays de récolte peut offrir une transparence supplémentaire, mais sa mise en œuvre obligatoire nécessite un examen approfondi afin d'éviter les obstacles au commerce et les difficultés réglementaires imprévus. Nous recommandons de mener des discussions plus approfondies et des analyses d'impact avant d'introduire une telle exigence.</p>  | Ouzbékistan              |

**b. Expériences et exemples liés à l'étiquetage inexact ou trompeur de l'origine des épices.**

| RÉPONSES   | MEMBRE/<br>OBSERVATEUR |
|--|------------------------|
| L'Australie est consciente de la grande valeur de ces produits et des problèmes associés aux revendications frauduleuses d'origine et à l'adultération des produits.   | Australie              |
| <p>L'étiquetage trompeur de l'origine des épices se produit souvent lorsqu'il existe différentes interprétations de ce qui change réellement le pays d'origine d'un produit. Par exemple, lors des discussions du CCSCH, il a été mentionné que certaines entreprises pensent que le mélange de safran provenant de différents pays leur permet de modifier l'origine indiquée sur l'étiquette. Cependant, ce type de traitement ne change pas la nature du produit.</p> <p>Cet exemple montre que le principal problème réside dans la manière dont les règles en matière d'origine sont appliquées et comprises. Le simple fait d'exiger la mention du pays de récolte sur l'étiquette ne permettra pas de résoudre ces malentendus, surtout</p> | Brésil                 |

| <b>b. Expériences et exemples liés à l'étiquetage inexact ou trompeur de l'origine des épices.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>si l'étiquette continue de donner une fausse impression quant à la provenance réelle du produit.</p> <p>Pour les mélanges d'épices provenant de plus d'un pays, l'étiquette doit clairement indiquer, par exemple, « mélange d'épices provenant du pays A et du pays B », afin de garantir que les informations sont exactes et ne prêtent pas à confusion.</p> <p>Des orientations supplémentaires sont nécessaires pour aider les pays et les entreprises à appliquer les règles en matière d'origine des épices de manière claire et cohérente, conformément aux principes du Codex.</p>   |                                |
| <p>Le Canada comprend que l'étiquetage inexact ou trompeur de l'origine des épices se produit lorsque l'étiquette ne reflète pas le pays dont le produit est originaire. Par exemple, si un produit qui a été récolté et nettoyé dans un pays a été expédié vers un autre pays où il a simplement été conditionné dans des emballages plus petits, il serait inexact de déclarer le pays de conditionnement comme pays d'origine. En effet, le produit n'a pas changé de nature dans le deuxième pays. De même, si une épice est récoltée dans un pays, puis nettoyée, broyée et conditionnée dans un autre pays, il serait trompeur de déclarer le deuxième pays comme pays d'origine, car le nettoyage, le broyage et le conditionnement n'ont pas modifié la nature du produit ni transformé substantiellement la denrée alimentaire.</p> <p>Bien que de telles pratiques soient trompeuses, le Canada comprend qu'elles peuvent se produire dans le commerce international. Ces exemples concernent la manière dont les exigences en matière d'étiquetage du pays d'origine sont mises en œuvre par les exploitants du secteur alimentaire, ainsi que leur application par les autorités compétentes, et non une lacune dans les exigences elles-mêmes.</p>  | <b>Canada</b>                  |
| <p>Le Chili ne dispose d'aucune expérience ni d'aucun exemple spécifique d'étiquetage inexact ou trompeur des épices en ce qui concerne leur origine. La littérature actuelle et les registres nationaux ne font état d'aucun cas illustrant ce problème dans le contexte chilien. Toutefois, cela ne diminue en rien l'importance de la consultation et la pertinence mondiale de garantir la transparence et l'exactitude des informations sur l'origine des produits.</p> <p>Nous comprenons qu'au niveau international, l'étiquetage d'origine peut être un sujet controversé, en particulier lorsque les processus de mélange, de transformation ou de reconditionnement ont lieu dans un pays autre que celui où la récolte a été effectuée. Vous trouverez ci-dessous quelques cas d'expériences et d'exemples liés à la fraude dans l'étiquetage des épices au niveau international.</p> <p>- Étude : « Authentification du safran par chromatographie liquide, spectrométrie de masse tandem haute résolution et analyse multivariée des données ». Cette étude a révélé que plus de 50 % des échantillons analysés de safran étiquetés « espagnol » n'étaient pas d'origine espagnole, mais provenaient de pays tels que l'Iran, le Maroc ou l'Inde.</p> <p>- En mai 2021, la Garde civile espagnole a démantelé une organisation criminelle qui vendait du safran iranien comme du safran espagnol, plus précisément sous l'appellation d'origine protégée (AOP) « Azafrán de La Mancha ». Dix-sept personnes ont été arrêtées et treize autres ont fait l'objet d'une enquête pour des délits tels que la fraude, la contrefaçon et des infractions à la santé publique. Source : <a href="https://www.interior.gob.es/opencms/es/detalle/articulo/Desarticulada-una-organizacion-criminal-dedicada-a-la-venta-fraudulenta-de-azafran-en-Castilla-la-Mancha/">https://www.interior.gob.es/opencms/es/detalle/articulo/Desarticulada-una-organizacion-criminal-dedicada-a-la-venta-fraudulenta-de-azafran-en-Castilla-la-Mancha/</a></p> <p>Cet article souligne que le safran iranien, moins cher, est commercialisé en Inde comme s'il provenait du Cachemire, ce qui a conduit les agriculteurs locaux au bord de la ruine. Source : <a href="https://www.newsweek.com/kashmirs-saffron-farmers-face-ruin-iran-rules-expensive-spice-trade-1556795">https://www.newsweek.com/kashmirs-saffron-farmers-face-ruin-iran-rules-expensive-spice-trade-1556795</a></p> | <b>Chili</b>                   |
| Pas de commentaires  | <b>Colombie</b>                |

| <b>b. Expériences et exemples liés à l'étiquetage inexact ou trompeur de l'origine des épices.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>Il arrive parfois que les exploitants du secteur alimentaire mélangent des épices récoltées dans différents pays et ne sachent pas clairement comment déclarer l'origine dans ces cas (s'il faut indiquer un seul pays de récolte ou les deux pays sur l'étiquette).</p> <p>Par exemple, la cannelle récoltée au Vietnam et en Indonésie peut être étiquetée avec un seul de ces pays, ce qui entraîne des pratiques variées et d'éventuelles incohérences dans les informations fournies aux consommateurs.</p>  | <b>Costa Rica</b>              |
| <p>L'origine d'une marchandise fait référence à la nationalité de celle-ci, c'est-à-dire au pays dans lequel elle a été produite. La détermination de l'origine d'une marchandise repose sur un ensemble de règles et de principes communément appelés « règles d'origine » dans le domaine du commerce international et des milieux douaniers. Ces règles sont définies par la législation nationale et les accords commerciaux internationaux.</p> <p>Dans le cadre des règles d'origine, les critères dits de détermination de l'origine revêtent une importance particulière. Les critères d'origine désignent les critères qui peuvent être utilisés pour définir et identifier un produit. La détermination de la nationalité de chaque marchandise échangée entre les pays sert plusieurs objectifs importants, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'établissement de politiques commerciales, notamment des politiques antidumping, de subvention et de sauvegarde.</li> <li>• La détermination du traitement douanier et l'octroi d'exonérations douanières, en particulier dans le cadre des accords de libre-échange</li> <li>• À des fins statistiques et pour le développement de bases de données.</li> <li>• Les marchés publics.</li> <li>• Les procédures de protection de la santé humaine, végétale et animale.</li> </ul>  | <b>Égypte</b>                  |
| <p>Une préoccupation soulevée par le secteur des épices et des assaisonnements concerne le manque de cohérence entre les autorités quant à la définition d'un « produit transformé » et son lien avec l'origine du produit. Parmi les exemples de tromperie liée à l'origine, on peut citer les divergences entre le pays d'origine déclaré et la source réelle de l'épice.</p> <p>Un cas concret pourrait être celui du poivre noir, qui découle d'incohérences techniques dans l'application des règles du code des douanes d'une part et de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire d'autre part. Les entreprises du pays A importent des grains de poivre entiers du pays B et les moulent localement, avec un code douanier pour les poivres entiers et un autre pour le poivre moulu. Il existe différentes pratiques en matière de déclaration du pays d'origine (certains pays considèrent que le pays d'origine est le pays A, tandis que d'autres considèrent que c'est le pays B). On peut faire valoir qu'il est dans l'intérêt du consommateur d'être informé du pays de récolte.</p> <p>Parmi les autres exemples signalés de pratiques d'étiquetage des produits à base de safran qui ajoutent à la confusion, on peut citer : « conditionné dans le pays X » ; « conditionné dans le pays X pour une entreprise du pays Y » ; « cultivé dans le pays X » ; « sélectionné et conditionné dans le pays X » ; « importé par une entreprise du pays X, conditionné dans le pays Y » ; « safran américain (<i>Carthamus tinctorius</i>) ».</p> | <b>Union européenne</b>        |
| <p>Il y a eu des cas isolés sur le marché international impliquant l'adultération d'épices telles que le safran ; cependant, nous ne pensons pas que la déclaration du pays de récolte permette d'empêcher efficacement de tels cas, car la fraude peut se produire par le biais d'un mélange après la récolte, même si la récolte est correctement déclarée.</p>  | <b>Honduras</b>                |
| <p>En complément à notre réponse à la question (a), nous souhaitons souligner une pratique préoccupante et répandue qui contribue à l'étiquetage inexact ou trompeur de l'origine des épices. Celle-ci découle souvent de pratiques commerciales visant à exploiter les différences en matière de droits de douane entre les pays.</p>   | <b>Inde</b>                    |



| <b>b. Expériences et exemples liés à l'étiquetage inexact ou trompeur de l'origine des épices.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>Par exemple, une épice peut être cultivée et récoltée à l'origine dans le pays A, mais au lieu d'être exportée directement, elle est d'abord expédiée vers le pays B. Dans le pays B, le produit peut subir une transformation minimale ou être simplement reconditionné, après quoi il est exporté vers le pays C. Cette pratique est particulièrement motivée par le fait que le pays C impose des droits de douane moins élevés sur les importations en provenance du pays B que sur celles en provenance du pays A.</p> <p>En conséquence, le pays d'origine déclaré sur le produit est remplacé par le pays B, bien que l'ingrédient principal provienne du pays A. Ce changement d'itinéraire et ce réétiquetage induisent non seulement en erreur les consommateurs et les autorités importatrices, mais compromettent également gravement la traçabilité et la transparence de la chaîne d'approvisionnement. L'origine réelle de l'épice devient obscure, ce qui rend la tâche difficile aux autorités compétentes chargées de contrôler l'authenticité, la qualité et la sécurité du produit.</p> <p>De plus, ce type de pratique sape la confiance des consommateurs et entrave la surveillance réglementaire. Ceci représente un défi important dans le contexte de la fraude alimentaire, car l'étiquette indiquant l'origine joue un rôle crucial dans la vérification de la crédibilité du produit, le respect des normes de sécurité alimentaire et la facilitation des rappels le cas échéant.</p>   |                                |
| <p>L'un des principaux défis dans les industries du safran et des épices est la fraude et la fausse déclaration du pays d'origine. Par exemple, il y a eu des cas où le safran a été détourné illégalement vers d'autres pays et vendu sous le nom de ces pays sur les marchés mondiaux. Ce type de fraude induit non seulement les consommateurs en erreur, mais nuit également aux intérêts des producteurs d'origine. De plus, de telles pratiques créent une concurrence déloyale en introduisant des produits à des prix inférieurs qui ne répondent pas aux normes du pays d'origine, ce qui peut nuire à la qualité et à la réputation des marques de confiance.</p>  | <b>Iran</b>                    |
| <p>L'étiquetage inexact ou trompeur est un problème majeur pour la vanille, particulièrement celle de Madagascar. Il est fréquent que de la vanille cultivée et transformée manuellement à Madagascar soit exportée, puis reconditionnée ou mélangée dans des pays tiers avec des gousses moins chères, de moindre qualité et étiquetées à tort comme « vanille de Madagascar » pour exploiter sa réputation et son prix plus élevé.</p> <p>Il y a des cas où des mélanges de vanille de différentes origines (Madagascar, Comores, Indonésie, PNG) ont été vendus sous une seule origine (souvent "Bourbon") sans spécifier toutes les provenances, faussant la traçabilité. Ces fraudes nuisent à la réputation des producteurs authentiques de Madagascar, créent une concurrence déloyale, trompent les consommateurs, et compromettent la confiance dans les chaînes d'approvisionnement.</p> <p>Il y a eu également des cas où de la vanille artificielle ou synthétique a été étiquetée comme « vanille naturelle de Madagascar » ou « vanille Bourbon ». Des labels vagues comme « Vanille exotique » ou « Vanille de l'océan Indien » sont utilisés pour masquer l'origine exacte.</p> <p>Aussi, des gousses de vanille de Madagascar sont exportés par des pays tiers, conditionnées et emballées dans le pays importateur, puis étiquetées originaires du pays importateur.</p> <p>Cela crée une confusion sur le marché et efface injustement le travail des communautés rurales qui assurent l'ensemble du processus de production à la main, dans des conditions exigeantes.</p> | <b>Madagascar</b>              |
| <p>L'étiquetage inexact ou trompeur concernant l'origine est un problème récurrent dans l'industrie des épices, en particulier pour les produits de grande valeur tels que le safran et la vanille. Dans certains cas, les produits peuvent être étiquetés comme provenant d'un pays particulier afin de bénéficier de sa réputation, même si les matières premières proviennent d'ailleurs. On peut citer comme exemple le safran mélangé provenant de</p>  | <b>Arabie saoudite</b>         |



| <b>b. Expériences et exemples liés à l'étiquetage inexact ou trompeur de l'origine des épices.</b>  |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>différents pays et commercialisé comme un produit d'origine unique. Un autre exemple concerne les produits provenant d'un pays soumis à des restrictions commerciales qui sont exportés via un pays tiers où seuls des traitements limités, tels que le reconditionnement, sont effectués. Malgré l'absence de transformation substantielle, le pays tiers peut être déclaré à tort comme pays d'origine.</p> <p>Ces pratiques soulèvent des préoccupations en matière de transparence, de concurrence loyale et de confiance des consommateurs. L'Arabie saoudite insiste sur l'importance d'établir des directives internationales claires et harmonisées afin de garantir un étiquetage d'origine précis et vérifiable dans le commerce mondial des épices.</p>   |                                |
| Nous ne disposons d'aucune expérience ni d'aucun exemple à cet égard.   | <b>Thaïlande</b>               |
| <p>Position de l'Ouganda : Les clous de girofle sont une épice bien connue, traditionnellement cultivée à Zanzibar, en Tanzanie, qui est mondialement reconnue pour produire des clous de girofle de haute qualité grâce à son climat et à son sol uniques.</p> <p>L'Ouganda, qui ne produit pas de clous de girofle à grande échelle, importe des clous de girofle entiers de Zanzibar. Ces clous de girofle sont ensuite transformés en Ouganda, nettoyés, moulus en poudre de clou de girofle et conditionnés pour la vente au détail locale et pour l'exportation.</p> <p>Si l'étiquette du produit final indique « Produit de l'Ouganda » sans indiquer nécessairement l'origine des clous de girofle bruts de Zanzibar, cela pourrait induire les consommateurs en erreur. De nombreux acheteurs associent les clous de girofle à la qualité supérieure et au patrimoine de Zanzibar.</p>   | <b>Ouganda</b>                 |
| On a observé des cas où le safran est importé d'un pays donné, reconditionné dans le même pays ou dans un autre pays, et puis réétiqueté avec un autre pays comme étant le pays d'origine déclaré. De telles pratiques soulèvent des questions quant à leur exactitude et peuvent induire les consommateurs en erreur quant à la véritable origine du produit.  | <b>Émirats Arabes Unis</b>     |
| <p>Les États-Unis ne sont pas au courant de cas d'étiquetage inexact ou trompeur concernant l'origine des épices. En ce qui concerne plus particulièrement la vanille et le safran, les États-Unis n'ont pas rencontré de problèmes d'application de la loi liés à un étiquetage inexact ou trompeur du « pays d'origine » des épices, ni de cas systématiques de non-conformité à l'étiquetage du « pays d'origine » pour ces produits. En outre, les États-Unis n'ont pas reçu de questions concernant la distinction entre le « pays de récolte » et le « pays d'origine » pour ces produits.</p> <p>Les États-Unis notent également qu'aucune préoccupation commerciale spécifique n'a été soulevée au sein du Comité OTC de l'OMC concernant les déclarations d'origine pour le safran séché ou d'autres épices en particulier, et qu'il semblerait donc que l'étiquetage actuel indiquant le « pays d'origine » des épices soit adéquat dans le commerce international.</p> | <b>États-Unis d'Amérique</b>   |

| <b>c. Défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché ou d'autres épices.</b>  |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>Défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché ou d'autres épices</p> <p>La fausse déclaration de l'origine géographique du safran est un problème bien connu dans le commerce, qui n'est pas facile à détecter par des tests sur les produits.</p>  | <b>Australie</b>               |
| <p>Les déclarations d'origine frauduleuses ou trompeuses pour les épices telles que le safran sont souvent motivées par la valeur commerciale élevée associée à certaines régions de production spécifiques. Dans de nombreux cas, la déclaration du pays de récolte est utilisée pour communiquer certaines caractéristiques de qualité liées à l'origine géographique, une approche plus étroitement liée au concept d'indications géographiques (IG), qui constituent une forme de propriété intellectuelle.</p> <p>Toutefois, il est important de noter que le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) élabore actuellement des directives sur la prévention et le contrôle de la fraude alimentaire, et que le CCFICS27 est convenu d'exclure la propriété intellectuelle, y compris les IG, du champ d'application de ces travaux. Cela met en évidence une limitation essentielle : la fraude en matière de l'origine liée à l'utilisation abusive de la réputation de certains pays producteurs ne peut pas être pleinement combattue par des règles générales d'étiquetage des denrées alimentaires ou par la simple obligation d'indiquer le pays de récolte sur l'étiquette.</p> <p>Par conséquent, exiger uniquement la déclaration du pays de récolte ne permettra pas de résoudre les problèmes plus généraux liés aux revendications frauduleuses d'origine. Par conséquent, exiger uniquement la déclaration du pays de récolte ne permettra pas de résoudre les problèmes plus généraux liés aux revendications frauduleuses d'origine. Pour traiter ces questions, il faut adopter une approche plus large, comprenant des systèmes de traçabilité et des mécanismes de mise en application, en plus de directives claires et harmonisées sur l'étiquetage d'origine des épices conformément aux normes Codex.</p> | <b>Brésil</b>                  |
| <p>Lorsque l'origine du safran séché ou d'autres épices est déclarée de manière erronée, les consommateurs qui recherchent des produits provenant d'une source spécifique ne sont pas en mesure de prendre leurs décisions d'achat. Il est toutefois important de noter que ces problèmes ne seront pas résolus par la mise en place d'exigences supplémentaires en matière d'étiquetage, car celles-ci peuvent être tout aussi sujettes à des déclarations fausses ou frauduleuses. Afin de relever les défis liés à ce type de pratiques trompeuses et de lutter contre les dangers alimentaires, le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) travaille actuellement à la mise à jour des Principes de traçabilité/traçage des produits en tant qu'outil dans le cadre d'un système d'inspection et de certification des aliments (CAC/GL 60-2006). Cette initiative met davantage l'accent sur la traçabilité en tant qu'outil de prévention de la fraude.</p>   | <b>Canada</b>                  |
| <p>Bien qu'aucun cas spécifique de déclaration frauduleuse ou fausse de l'origine dans l'étiquetage des épices n'ait été documenté au Chili, certaines préoccupations internationales soulignent des défis importants. La fraude économique et la concurrence déloyale sont évidentes lorsque des épices bon marché, telles que le safran iranien ou afghan, sont revendues comme provenant de régions à forte valeur ajoutée (telles que La Mancha en Espagne ou le Cachemire en Inde). Cette pratique affecte non seulement les producteurs locaux qui respectent les normes de qualité et de traçabilité, mais entraîne également une perte de confiance des consommateurs, nuisant à la crédibilité des marques et à l'authenticité des produits. La difficulté d'assurer le suivi du commerce international des épices, en raison de la multiplicité des intermédiaires, aggrave cette situation, car il devient alors très compliqué de retracer la véritable origine du produit. De plus, l'identification des fraudes dans les épices telles que le safran nécessite des analyses chimiques ou génétiques coûteuses et complexes, ce qui a un impact économique sur les régions protégées par des appellations d'origine. Au-delà de l'aspect économique, il existe un risque pour</p>  | <b>Chili</b>                   |

| <b>c. Défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché ou d'autres épices.</b>  |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| la santé des consommateurs, car la fraude sur l'origine s'accompagne souvent de l'adultération.   |                                |
| Pas de commentaires   | <b>Colombie</b>                |
| Il n'existe aucune information disponible sur les défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché ou d'autres épices.  | <b>Costa Rica</b>              |
| <p>En Égypte, les règlements d'application de la loi sur les importations et les exportations doivent être respectés en ce qui concerne les certificats d'origine ou autres documents prouvant l'origine et les documents d'accompagnement. Un document prouvant l'origine est considéré comme un document très important en cas de demande d'exonération douanière ou de préférence et/ou dans tout autre cas conformément aux règlements d'application de la loi sur les importations et les exportations. On peut donc dire qu'il existe certains types d'infractions concernant les exigences en matière de preuve d'origine, notamment :</p> <p>des informations incomplètes, des incohérences avec les documents commerciaux, des informations inexactes et la non-conformité.</p>  | <b>Égypte</b>                  |
| <p>Les autorités réglementaires sont confrontées à plusieurs défis importants pour détecter les déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché et d'autres épices, qui découlent notamment du caractère mondial du commerce des épices. Les principaux défis sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaînes d'approvisionnement complexes et fragmentées : Les épices passent souvent par plusieurs étapes de transformation, de conditionnement et de transport dans plusieurs pays avant d'atteindre leur marché final. Chaque intermédiaire de la chaîne d'approvisionnement peut manipuler, reconditionner ou réétiqueter le produit, ce qui rend difficile la vérification du véritable pays d'origine de la matière première.</li> <li>• Variabilité de la composition des épices/similitudes chimiques : Même au sein d'une même région, le safran et d'autres épices peuvent présenter des variations dans leur composition chimique en raison de facteurs tels que le climat, les conditions du sol et les méthodes de récolte. Il est donc difficile de créer une norme de référence fiable et universellement applicable pour authentifier l'origine des épices.</li> <li>• Coût : La quantité des échantillons nécessaires pour les tests peut être importante, et l'acquisition d'un lot pour tester une épice coûteuse telle que le safran peut s'avérer prohibitive.</li> <li>• Difficulté à vérifier l'origine : Une fois le safran séché et transformé, il est compliqué de déterminer son origine géographique par des méthodes analytiques.</li> <li>• Manque de surveillance sur les marchés en ligne : Certaines plateformes en ligne n'ont aucun contrôle sur les épices vendues par des fournisseurs tiers. Les vendeurs trompent les consommateurs en faisant de fausses déclarations, étant donné qu'ils ne sont pas tenus de fournir des preuves de l'origine du produit qu'ils vendent.</li> <li>• Problèmes de sécurité : L'adultération est une pratique courante utilisée pour dissimuler la mauvaise qualité du safran. Des substances telles que des colorants artificiels, du plomb ou d'autres substances nocives peuvent être ajoutées pour améliorer l'apparence du produit. Ces additifs peuvent être toxiques et présenter donc un risque important pour la santé des consommateurs. Les incitations économiques à l'étiquetage trompeur, associées à une traçabilité insuffisante, créent des opportunités de fraude à grande échelle.</li> </ul> | <b>Union européenne</b>        |
| Les méthodes analytiques permettant d'identifier ces pratiques frauduleuses sont à la fois complexes et coûteuses.  | <b>FoodDrinkEurope</b>         |
| Nous reconnaissons qu'il existe des risques de fraude pour les produits de grande valeur tels que le safran et la vanille. Cependant, nous réaffirmons que la simple déclaration du pays de récolte ne constitue pas un outil efficace pour lutter contre ce type de fraude. Le contrôle devrait se concentrer sur les mécanismes de traçabilité,   | <b>Honduras</b>                |

| <b>c. Défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché ou d'autres épices.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| des contrôles techniques plus rigoureux et la surveillance des échanges commerciaux, en plus de l'étiquetage.  |                                |
| <p>L'un des principaux défis pour garantir l'authenticité dans le commerce des épices, en particulier pour les produits de grande valeur comme le safran séché, est la pratique consistant à présenter de manière trompeuse l'origine réelle du produit. Un problème courant consiste à mélanger ou à combiner des épices de haute qualité ou de qualité supérieure provenant d'un pays (pays A) avec des épices de qualité inférieure provenant d'un autre pays (pays B), puis à emballer ou reconditionner le produit final dans un troisième pays (pays C). Cela peut entraîner une déclaration d'origine fausse ou trompeuse.</p> <p>Ces pratiques trompeuses nuisent à la crédibilité du commerce mondial des épices, entraînent des pertes économiques pour les producteurs d'épices de haute qualité et les privent de la reconnaissance légitime du marché. Elles compromettent également la qualité des produits et induisent en erreur les consommateurs qui sont souvent prêts à payer un prix plus élevé pour des produits authentiques, traçables et de grande qualité (par exemple, des épices de classe/grade extra).</p> <p>Rendre obligatoire la déclaration du « pays de récolte » peut constituer un outil puissant pour remédier à ce problème. En exigeant que le pays exact où l'épice a été initialement récoltée soit clairement indiqué sur l'étiquette, cette mesure introduit une plus grande transparence et une meilleure traçabilité dans la chaîne d'approvisionnement. Il devient alors beaucoup plus difficile de dissimuler ou de fausser l'origine réelle du produit, ce qui décourage les pratiques frauduleuses telles que le mélange et le réétiquetage.</p> | <b>Inde</b>                    |
| Les méthodes analytiques permettant d'identifier l'origine géographique sont limitées, et celles qui existent sont complexes et souvent coûteuses.   | <b>IOSTA</b>                   |
| L'un des principaux défis dans les industries du safran et des épices est la fraude et la fausse déclaration du pays d'origine. Par exemple, il y a eu des cas où le safran a été détourné illégalement vers d'autres pays et vendu sous le nom de ces pays sur les marchés mondiaux. Ce type de fraude induit non seulement les consommateurs en erreur, mais nuit également aux intérêts des producteurs d'origine. De plus, de telles pratiques créent une concurrence déloyale en introduisant des produits à des prix inférieurs qui ne répondent pas aux normes du pays d'origine, ce qui peut nuire à la qualité et à la réputation des marques de confiance.   | <b>Iran</b>                    |
| <p>Les déclarations frauduleuses d'origine sont un défi crucial pour le marché des épices de grande valeur. On peut constater de problème majeur tel que le mélange de vanille dont les pays de récolte sont différents mais son étiquetage mentionne une seule appellation d'origine, faussant la traçabilité et défavorisant les producteurs d'une région spécifique.</p> <p>L'usurpation de l'origine par des entreprises qui achètent de la vanille moins chère d'autres pays pour la revendre plus cher sous cette étiquette est particulièrement répandue et dommageable.</p> <p>La complexité de la chaîne d'approvisionnement, où la vanille est traitée dans différents pays, facilite la falsification de documents et le contournement des exigences. La fraude à la qualité, incluant le mélange de vanille de haute qualité avec de la vanille de moindre qualité, déstabilise le marché et trompe les consommateurs qui paient une prime pour de l'authentique.</p> <p>Ces pratiques frauduleuses privent les producteurs authentiques de leurs revenus et nuisent à la réputation des produits qui respectent des standards artisanaux rigoureux transmis de génération en génération pour obtenir des produits de haute qualité.</p> <p>L'absence d'exigence réglementaire claire concernant la mention du pays de récolte facilite l'apparition de produits de moindre qualité, étiquetés à tort.</p>   | <b>Madagascar</b>              |

| <b>c. Défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché ou d'autres épices.</b>   |   |
|--|---|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b>                          |
| <p>Enfin, cela aide à renforcer les systèmes de contrôle (inspections, audits SSA) et à lutter contre le vol et le mélange illégal dans les pays producteurs comme Madagascar.</p> <p>La vanille malgache est cultivée, sélectionnée, transformée et affinée entièrement à la main, par des milliers de familles rurales. Ce savoir-faire manuel, allié à un écosystème unique, fait de notre vanille un produit d'exception. Ne pas déclarer le pays de récolte, c'est non seulement masquer l'identité du produit, mais aussi effacer son héritage culturel et humain.</p>   |   |
| <p>L'un des principaux défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché et d'autres épices est leur grande vulnérabilité à la fraude alimentaire. Un autre défi important se pose lorsque les produits alimentaires, notamment le safran et d'autres épices, sont exportés par l'intermédiaire d'un pays tiers. Dans de tels cas, il devient difficile de déterminer le pays d'origine du produit, car le processus dépend fortement des documents fournis par l'importateur. Cela crée des vulnérabilités dans le système de vérification et souligne la nécessité de renforcer les mesures de traçabilité et la coopération internationale afin de garantir l'intégrité des déclarations d'origine.</p>  | <b>Arabie saoudite</b>                                  |
| <p>Les méthodes analytiques permettant d'identifier ces pratiques frauduleuses sont à la fois complexes et coûteuses.</p>  | <b>TEA &amp; HERBAL<br/>INFUSIONS<br/>EUROPE (THIE)</b> |
| <p>La fausse déclaration d'origine est un problème lié à la fausse représentation de l'origine des épices. Cela se produit lorsque les fabricants importent des matières premières d'autres pays pour produire des marchandises dans un pays considéré comme une origine crédible, dans le but d'augmenter la valeur du produit. Par conséquent, les consommateurs reçoivent des informations inexactes sur la véritable origine de la matière première.</p>   | <b>Thaïlande</b>  |
| <p>Position de l'Ouganda : Certaines épices, notamment le safran séché provenant de régions et de pays particuliers, obtiennent des prix élevés sur le marché en raison de leur qualité, de leur arôme et de leur couleur distinctifs. Certains commerçants étiquettent faussement des épices de qualité inférieure comme provenant de régions productrices haut de gamme afin d'en obtenir des prix plus élevés.</p>  | <b>Ouganda</b>  |
| <p>Les États-Unis n'ont pas constaté de tendance à la fraude ou à la falsification des déclarations d'origine concernant le safran séché et d'autres épices. En fait, compte tenu de la nature de la production, de la transformation, de la certification et du commerce du safran séché et d'autres épices, les États-Unis estiment que tenter d'établir une distinction obligatoire entre le « pays d'origine » et le « pays de récolte » poserait plusieurs problèmes importants pour garantir la véracité du pays de récolte indiqué sur l'étiquetage et la certification d'un produit. Une telle distinction artificielle placerait les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, les inspecteurs et les certificateurs dans la situation impossible de vérifier les revendications relatives au « pays de récolte » pour lesquelles on ne dispose d'aucune méthode validée, et les États-Unis craignent que cela n'encourage en fait l'étiquetage frauduleux.</p> <p>Les États-Unis soulignent que les problèmes liés à l'étiquetage frauduleux, en particulier les fausses déclarations d'origine pour les épices, ne seraient pas résolus par l'instauration d'une exigence supplémentaire d'étiquetage indiquant le « pays de récolte ». L'étiquetage frauduleux et les fausses déclarations d'origine sont expressément interdits par les normes d'étiquetage du Codex et ne concernent pas uniquement un produit ou une catégorie spécifique de denrées alimentaires. Si la mention « pays d'origine » est appliquée ou interprétée de manière erronée ou incorrecte, le CCFL devrait alors examiner s'il est nécessaire d'élaborer des orientations supplémentaires concernant l'application de la déclaration du « pays d'origine ».</p> | <b>États-Unis<br/>d'Amérique</b>                        |

| <b>c. Défis liés aux déclarations frauduleuses ou fausses concernant l'origine du safran séché ou d'autres épices.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| Dans les cas de fraude, y compris les problèmes tels que les fausses déclarations d'origine, il conviendrait de se référer à la directive que le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) est en train d'élaborer concernant la fraude alimentaire. L'étiquetage frauduleux ne peut être résolu en ajoutant l'obligation d'indiquer le pays de récolte, car il s'agit d'une question d'application de la loi et, comme indiqué ci-dessous, il n'existe aucun moyen validé ou harmonisé de vérifier le « pays de récolte ». |                                |



| <b>d. Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</b>  |                                     |
|---|-------------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVAT<br/>EUR</b> |
| <p>L'Australie effectue régulièrement des contrôles pour vérifier la conformité aux exigences en matière de sécurité alimentaire et d'étiquetage. Des enquêtes ponctuelles sur l'authenticité des aliments sont menées, généralement axées sur les risques potentiels d'adultération ou de substitution. Les tests visant à vérifier l'origine géographique des produits ne constituent pas une option viable dans le cadre des activités régulières de contrôle.</p> <p>L'Australie continue d'étudier et d'améliorer ses stratégies de lutte contre la fraude alimentaire par le biais des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des méthodes de test</li> <li>• Coopération internationale</li> <li>• Facilitation des stratégies commerciales de prévention et d'atténuation</li> <li>• Mise en œuvre d'une stratégie nationale de traçabilité agricole afin d'améliorer les systèmes de traçabilité alimentaire dans l'ensemble du secteur agroalimentaire.</li> </ul>   | <b>Australie</b>                    |
| <p>Le concept du pays de récolte n'est actuellement pas une exigence des normes commerciales internationales et n'est pas explicitement défini par les organisations commerciales internationales. Par conséquent, les inspections et les activités de contrôle sont généralement basées sur les documents fournis au point d'entrée, tels que le connaissance (BL) ou la lettre de transport aérien (AWB). Ces documents contiennent généralement des informations obligatoires sur le pays d'origine et le pays de provenance.</p> <p>Au Brésil, par exemple, la réglementation douanière prévue par le décret 6.759 (5 février 2009), article 557, définit le « pays d'origine » comme le lieu où les marchandises ont été produites ou où la dernière transformation substantielle a eu lieu. En revanche, le « pays de provenance » désigne le lieu où se trouvaient les marchandises au moment de l'achat, qui peut être ou non le même que le pays d'origine.</p> <p>Les inspecteurs vérifient donc l'étiquetage sur la base de ces documents officiels, en s'assurant que les informations fournies sont conformes aux définitions réglementaires. Il est toutefois important de noter que le pays de récolte, bien qu'important pour certains produits, ne fait actuellement l'objet d'aucune définition standard dans le commerce international et n'est pas universellement requis ou appliqué en vertu du droit international. Cela pourrait poser des difficultés pour vérifier le pays de récolte indépendamment du pays d'origine, à moins que des directives plus claires ne soient établies.</p> | <b>Brésil</b>                       |
| <p>Comme le stipule le GSLPF, toute information figurant sur les étiquettes des denrées alimentaires doit être véridique et non trompeuse, y compris les déclarations relatives à l'origine des denrées alimentaires ou des ingrédients. Les inspecteurs peuvent utiliser diverses techniques pour déterminer si les informations figurant sur l'étiquette concernant l'origine sont véridiques, notamment la vérification des documents de l'entreprise, des factures, des registres d'importation et de traçabilité. Cela peut se produire à n'importe quelle étape du processus de production et de distribution, et peut avoir lieu dans le pays de production, dans le pays importateur ou dans le cadre de vérifications et d'audits à l'étranger. Des mesures coercitives sont prises lorsque des cas de non-conformité sont constatés, notamment lorsqu'une déclaration d'origine est jugée fausse ou trompeuse.</p> <p>Le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) a publié plusieurs textes décrivant les principes et les pratiques liés aux systèmes d'inspection.</p>  | <b>Canada</b>                       |
| <p>Au Chili, il n'existe actuellement aucune exigence spécifique dans la réglementation alimentaire qui impose de déclarer le pays de récolte sur l'étiquetage des herbes culinaires et des épices, ni aucune définition officielle de ce concept. Toutefois, dans le cadre des processus d'importation de denrées alimentaires, il est obligatoire de déclarer officiellement le pays d'origine, qui est vérifié par les autorités sanitaires dans le cadre des procédures d'inspection établies. Ce contrôle est effectué au moyen de procédures obligatoires telles que le certificat de destination douanière (CDA) et le certificat d'utilisation et d'élimination</p>   | <b>Chili</b>                        |

| <b>d. Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</b>   |                                     |
|--|-------------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVAT<br/>EUR</b> |
| <p>(UyD), qui garantissent que les produits importés sont conformes à la réglementation nationale en vigueur. Dans le cadre de cet examen, le pays d'origine doit être clairement identifié dans les documents officiels tels que le certificat sanitaire délivré par l'autorité compétente du pays exportateur, qui doit être présenté pour chaque envoi importé, être valide, comporter des cachets et des signatures officiels et être conforme aux exigences légales en vigueur. Bien que cette vérification n'implique pas un audit direct du pays de récolte, elle établit une traçabilité documentaire, qui est essentielle à la sécurité alimentaire et à la transparence de l'étiquetage des denrées alimentaires.</p> <p>Inspection de sécurité et conformité aux réglementations alimentaires en vigueur :</p> <p>Dans le cadre des processus d'importation de denrées alimentaires, deux procédures fondamentales exigées par l'autorité sanitaire, le ministère de la Santé (MINSAL), doivent être respectées.</p> <p>1. Certificat de destination douanière (CDA)</p> <p>Cette procédure consiste en un examen des documents qui autorise le retrait et le transport des produits de la zone douanière vers l'entrepôt agréé où ils seront stockés. Pour ce faire, l'importateur doit indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le bureau de la douane où les marchandises entreront dans le pays.</li> <li>• L'adresse de l'entrepôt de destination.</li> <li>• L'itinéraire et les conditions de transport.</li> </ul> <p>En outre, les documents suivants doivent être joints :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La facture du produit.</li> <li>• Un exemplaire de la résolution sanitaire de l'entrepôt.</li> <li>• Le guide de transport (aérien ou maritime).</li> <li>• La liste de colisage.</li> </ul> <p>2. Certificat d'utilisation et d'élimination (UyD)</p> <p>Cette procédure a pour objectif de vérifier que les denrées alimentaires importées sont conformes à la réglementation alimentaire nationale en vigueur. Les documents suivants doivent être présentés pour évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le CDA validé.</li> <li>• Un exemplaire de la facture d'achat.</li> <li>• Le certificat sanitaire délivré par l'autorité compétente du pays d'origine.</li> <li>• La fiche technique du produit, délivrée par le fabricant, rédigée en espagnol.</li> <li>• L'étiquetage du produit conforme aux exigences du règlement sanitaire alimentaire (RSA).</li> </ul> <p>Si nécessaire, l'autorité sanitaire peut prélever des échantillons alimentaires afin d'évaluer les paramètres microbiologiques et bromatologiques ainsi que d'autres aspects pertinents.</p> <p>Observations supplémentaires :</p> <p>Les autorités sanitaires sont habilitées à demander des informations ou des documents supplémentaires concernant les produits importés. Le certificat sanitaire du pays d'origine doit être présenté pour chaque envoi importé. Il doit être valable, comporter les cachets et signatures officiels et être conforme aux exigences légales en vigueur.</p> |                                     |

| <b>d. Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</b>   |                                     |
|--|-------------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVAT<br/>EUR</b> |
| <p>En Colombie, les importateurs de denrées alimentaires, de matières premières ou d'intrants destinés à la consommation humaine doivent se conformer aux exigences suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Disposer de l'autorisation d'importation délivrée par l'Invima, conformément aux dispositions des décrets 4149 de 2004 et 2078 de 2012 ou aux règlements qui les modifient, les complètent ou les remplacent.</li> <li>2. Les denrées alimentaires importées doivent être couvertes par un enregistrement, un permis ou une notification sanitaire délivré par l'Invima.</li> <li>3. Les denrées alimentaires exemptées d'enregistrement, de permis ou de notification sanitaire et les matières premières importées qui sont utilisées exclusivement par l'industrie et le secteur de la restauration dans la transformation et la préparation des denrées alimentaires doivent fournir des informations sur cette utilisation dans le format défini par l'Invima.</li> <li>4. Présenter le certificat sanitaire du pays d'origine. Seul le certificat de libre vente (CVL) du pays d'origine peut être accepté pour les produits qui présentent un risque moindre pour la santé publique.</li> </ol> <p>Pour délivrer le certificat d'inspection sanitaire, l'Invima procédera comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Vérifier que le certificat sanitaire du pays d'origine contient les informations visées à l'article 3 du décret 539 de 2014. De même, effectuer la vérification susmentionnée pour les certificats de libre vente (CVL) du pays d'origine qui sont présentés conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 4 du décret susmentionné.</li> <li>2. Elle procédera à une inspection physique des produits, conformément à la procédure établie par l'Invima, dans le cadre du modèle d'inspection, de surveillance et de contrôle sanitaire. Le rapport correspondant sera établi pour cette activité.</li> <li>3. Elle prélèvera des échantillons et effectuera des analyses en laboratoire des denrées alimentaires ou des matières premières alimentaires conformément au modèle d'inspection, de surveillance et de contrôle sanitaire établi par le ministère de la Santé et de la Protection sociale.</li> </ol> <p>Dans le cadre du processus d'inspection physique, le protocole d'évaluation de l'étiquetage des denrées alimentaires emballées et des matières premières alimentaires importées est également appliqué, afin de vérifier la conformité aux exigences établies dans la résolution 5109 de 2005 et la résolution 557 de 2022.</p> <p>Il convient de noter que le pays de récolte n'est pas pris en compte parmi les exigences évaluées tout au long du processus.</p> <p>Les liens ci-dessous renvoient aux réglementations susmentionnées.</p> <p>Décret 4149 de 2004 - Qui rationalise certaines procédures et certains processus liés au commerce extérieur, crée le guichet unique pour le commerce extérieur et établit d'autres dispositions.<br/> <a href="https://www.mincit.gov.co/getattachment/33a52382-6bea-4fea-bb20-db985fcac34a/Decreto-4149-de-2004-Par-el-cual-se-racionalizan-a.aspx">https://www.mincit.gov.co/getattachment/33a52382-6bea-4fea-bb20-db985fcac34a/Decreto-4149-de-2004-Par-el-cual-se-racionalizan-a.aspx</a></p> <p>« Établissant la structure de l'Institut national de surveillance des aliments et des médicaments (Invima) et déterminant les fonctions de ses services.*<br/> <a href="https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=66709">https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=66709</a></p> <p>Décret n° 539 de 2014 - Portant réglementation technique relative aux exigences sanitaires auxquelles doivent se conformer les importateurs et exportateurs de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine, de matières premières et d'intrants destinés à la fabrication de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine, et établissant la procédure d'autorisation des usines alimentaires situées à l'étranger.</p> | <b>Colombie</b>                     |

| <b>d. Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</b>  |                                     |
|---|-------------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVAT<br/>EUR</b> |
| <p><a href="https://www.minsalud.gov.co/Normatividad_Nuevo/Decreto%200539%20de%202014.pdf">https://www.minsalud.gov.co/Normatividad_Nuevo/Decreto%200539%20de%202014.pdf</a></p> <p>Résolution 5109 de 2005 « établissant des réglementations techniques relatives aux exigences en matière d'étiquetage des denrées alimentaires emballées et des matières premières destinées à la consommation humaine ».</p> <p><a href="https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/DE/DIJ/Resolucion%205109%20de%202005.pdf">https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/DE/DIJ/Resolucion%205109%20de%202005.pdf</a></p> <p>Résolution 557 de 2022 - Modifiant l'article 4 de la résolution 5109 de 2005 relative à l'étiquetage et au marquage des denrées alimentaires.</p> <p><a href="https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=185398">https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=185398</a></p>   |                                     |
| <p>Au Costa Rica, la législation nationale stipule que le pays d'origine doit être déclaré dans le cadre de l'étiquetage obligatoire, ce qui signifie que cette information fait l'objet de vérifications régulières. Cependant, il n'existe pas de méthodologies spécifiques ni de procédures normalisées au niveau national pour vérifier cette information sur le terrain ou par d'autres moyens.</p> <p>Il est important de noter que la vérification documentaire a ses limites, car elle ne permet pas toujours de confirmer avec certitude l'origine déclarée ni d'exclure une éventuelle fraude.</p> <p>En outre, l'indication du pays de récolte n'est pas une exigence d'étiquetage obligatoire en vertu de la réglementation nationale et, par conséquent, n'est actuellement pas incluse dans les activités d'inspection.</p>   | <b>Costa Rica</b>                   |
| <p>L'intégrité des données figurant sur les certificats d'origine peut être vérifiée à l'aide d'une base de données électronique mise à la disposition des autorités réglementaires compétentes, par exemple en vérifiant les données suivantes : (1) le pays qui délivre le certificat ; (2) le type de certificat ; (3) le numéro imprimé ; (4) l'année de délivrance du certificat.</p>  | <b>Égypte</b>                       |
| <p>L'inspection est effectuée sur la base de contrôles de traçabilité documentaire.</p>   | <b>Union européenne</b>             |
| <p>Les autorités honduriennes chargées du contrôle et de l'inspection sanitaires appliquent le cadre juridique national et régional (y compris la norme RTCA 67.01.02:2010 relative à l'étiquetage général des denrées alimentaires préemballées) afin de vérifier la conformité aux exigences en matière d'étiquetage, en se concentrant sur le pays d'origine. L'ajout d'une nouvelle exigence telle que le pays de récolte constitue un moyen de contrôle ou de prévention de la fraude.</p>   | <b>Honduras</b>                     |
| <p>Conformément à la réglementation indienne en matière d'importation de denrées alimentaires, la déclaration du « pays d'origine » est une exigence obligatoire pour les produits alimentaires importés. Dans le cadre du système indien de dédouanement des importations alimentaires, les agents d'inspection (AO) procèdent à un examen minutieux des documents afin de vérifier les informations figurant sur le certificat, notamment le « pays d'origine ». Cela comprend la vérification de l'authenticité du certificat en s'assurant qu'il a bien été délivré par l'autorité compétente du pays exportateur. En cas de doute quant à l'authenticité du certificat, la FSSAI renvoie la question à l'ambassade concernée en Inde pour une vérification visant à déterminer si le certificat est authentique ou frauduleux.</p> <p>Au niveau international également, la vérification du pays d'origine repose sur l'examen minutieux des documents soumis et des étiquettes, dans le cadre des exigences réglementaires, plutôt que sur des bases scientifiques. Par conséquent, le même mécanisme d'inspection et de mise en application s'appliquerait également dans le cas du « pays de récolte ».</p> | <b>Inde</b>                         |
| <p>Afin de garantir l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes concernant le « pays d'origine » et le « pays de récolte » du safran et d'autres épices, il est nécessaire de procéder à des inspections approfondies et d'assurer le respect de la réglementation. Dans</p>  | <b>Iran</b>                         |

| <b>d. Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</b>  |   |
|---|---|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVAT<br/>EUR</b>           |
| <p>de nombreux pays, les inspecteurs utilisent diverses méthodes pour vérifier les informations figurant sur les étiquettes, notamment en retraçant l'origine des produits à l'aide de documents, en inspectant les processus de production et d'emballage et en effectuant des tests en laboratoire afin de confirmer l'authenticité et la qualité des produits. En Iran, des organismes tels que l'Organisation nationale de normalisation et l'Agence nationale de contrôle des aliments et des médicaments supervisent l'étiquetage des produits destinés à l'exportation. En outre, les producteurs de denrées alimentaires et d'épices sont tenus de disposer de licences standard et d'étiquettes de certificat sanitaire délivrées par l'Agence nationale de contrôle des aliments et des médicaments, et ils utilisent des codes d'enregistrement à l'exportation pour le commerce international. Ces systèmes réglementaires et ces licences contribuent à prévenir la fraude et les abus dans les processus d'exportation et garantissent que les consommateurs reçoivent des informations exactes et véridiques. Il existe deux certificats officiels délivrés par le gouvernement qui sont utilisés pour l'importation de produits agricoles. Le certificat phytosanitaire est délivré par le ministère de l'Agriculture et peut indiquer le pays de récolte, tandis que le certificat d'origine est délivré par la Chambre de commerce et d'industrie et mentionne le pays d'origine.</p> <p>Cette problématique peut générer des opportunités inattendues qui, si elles sont exploitées, ont le potentiel de créer un marché favorable caractérisé par une valeur ajoutée significative.</p> |   |
| <p>Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</p> <p>Les inspections pour vérifier l'étiquetage de la vanille s'effectuent à plusieurs étapes de la chaîne d'approvisionnement. Dans les pays producteurs comme Madagascar, les inspecteurs s'assurent que les gousses sont correctement étiquetées en vérifiant les documents commerciaux, certificats phytosanitaires et dossiers de production. Aux points d'exportation, les douanes vérifient l'étiquetage en se basant sur les documents d'exportation. Ces dispositifs peuvent soutenir efficacement les règles d'étiquetage internationales, à condition que la mention du pays de récolte soit explicitement exigée par les normes du Codex.</p> <p>Dans les pays importateurs (ex : UE, USA), les douanes et agences sanitaires examinent les étiquettes, les factures, et les certificats d'origine. L'utilisation de bases de données de traçabilité comme TRACES en Europe permet de suivre l'origine depuis la récolte. Des inspections physiques et des échantillonnages sont effectués dans les entrepôts ou points de vente pour confirmer l'origine et la qualité. Les autorités vérifient également la validité des allégations de produits (bio, commerce équitable) via des documents et audits. Ces contrôles visent à garantir l'exactitude de l'étiquetage du pays de récolte et à enquêter sur les fraudes. Rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » pourrait simplifier les efforts d'application en fournissant des lignes directrices plus claires.</p>   | <b>Madagascar</b>                             |
| <p>Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</p> <p>L'Arabie saoudite a mis en place des exigences réglementaires claires concernant la déclaration du pays d'origine sur les étiquettes des produits alimentaires. Ces réglementations précisent que le pays où le produit a été fabriqué ou produit doit être déclaré. Dans les cas où les denrées alimentaires subissent une transformation substantielle dans un autre pays qui modifie leur nature d'origine, le pays où cette transformation a eu lieu est considéré comme le pays d'origine aux fins de l'étiquetage.</p>   | <b>Arabie saoudite</b>                        |
| Voir la réponse à la question f).   | <b>Tea &amp; Herbal Infusions Europe THIE</b> |

| <b>d. Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</b>  |                                     |
|---|-------------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVAT<br/>EUR</b> |
| <p>L'étiquetage du pays d'origine peut être vérifié à l'aide de plusieurs documents, tels que les documents accompagnant le produit, les documents d'expédition et les certificats des installations de production.</p> <p>Cependant, il existe peu de méthodes analytiques ou de preuves scientifiques permettant de le vérifier. Par conséquent, lorsque des épices provenant de plusieurs sources sont mélangées, il serait très difficile de prouver l'étiquetage d'origine, y compris l'étiquetage du pays de récolte, car les produits ont des caractéristiques physiques similaires.</p>   | <b>Thaïlande</b>                    |
| <p>Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</p> <p>La vérification du pays d'origine s'effectue principalement par l'examen de documents, notamment les certificats d'origine, les documents douaniers et les registres des fournisseurs. Cette méthode est généralement efficace dans les régions où existent des accords bilatéraux ou des blocs économiques régionaux, où les autorités réglementaires ont mis en place des systèmes de reconnaissance mutuelle ou un accès à des plateformes de vérification.</p> <p>Toutefois, en l'absence d'accords formels entre les pays commerçants, la vérification devient beaucoup plus difficile. Les autorités réglementaires peuvent ne pas avoir accès à des données fiables ou aux moyens d'authentifier les déclarations d'origine, ce qui augmente le risque d'étiquetage erroné ou de déclarations frauduleuses.</p>   | <b>Ouganda</b>                      |
| <p>Les États-Unis imposent l'étiquetage du « pays d'origine » pour certaines marchandises. Les États-Unis définissent le « pays d'origine » comme étant le pays de « fabrication, de production ou de culture », y compris dans un deuxième pays si une « transformation substantielle » impliquant un nom, un caractère et une utilisation différents a lieu. Les États-Unis reconnaissent et mettent également en œuvre des accords commerciaux internationaux conférant un statut juridique au « pays d'origine » en plus de ses dispositions dans CXS 1-1995. Afin de vérifier le « pays d'origine », les exploitants du secteur alimentaire doivent conserver et mettre à la disposition de l'autorité compétente des documents suffisants pour démontrer que le produit répond aux critères requis pour cette mention. Cependant, aucun critère n'existe pour le « pays de récolte », ce qui rend la conformité et la vérification impossibles.</p> <p>Les États-Unis avertissent clairement qu'il n'existe aucune méthode validée pour vérifier le « pays de récolte ». Les rapports isotopiques varient considérablement en fonction des facteurs saisonniers et autres, et les méthodes disponibles ne permettent pas de distinguer de manière fiable le lieu d'origine d'une graine de celui où elle a été plantée, cultivée et récoltée. L'absence de méthodes fiables et validées signifie qu'il serait impossible d'harmoniser les preuves requises pour la déclaration obligatoire du « pays de récolte », y compris la certification du produit et son étiquetage associé. Si l'étiquetage du « pays de récolte » était obligatoire, les exploitants du secteur alimentaire devraient fournir des descriptions écrites des contrôles utilisés lors de la récolte et à toutes les étapes de la transformation, ainsi que retracer et, si nécessaire, séparer les produits provenant de différents « pays de récolte ». Il n'existe pas de méthodes analytiques fiables et validées permettant d'assurer ces contrôles, la traçabilité et la séparation du safran séché et d'autres épices, ce qui rendrait impossible le respect de l'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » de manière équitable pour tous les exploitants du secteur alimentaire et tous les pays.</p> <p>De plus, aucun risque pour les consommateurs n'a été démontré qui justifierait cette distinction ou les ressources supplémentaires que les autorités compétentes devraient allouer à la vérification et à l'application de l'obligation d'indiquer le pays de récolte. Cette perspective est particulièrement problématique étant donné que le pays d'origine et le pays de récolte ne diffèrent pas pour ces produits.</p> <p>Les États-Unis ne disposent pas de réglementation nationale en matière d'étiquetage du « pays de récolte », car le système actuel de « pays d'origine » est solide, complet et facilite les pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires. Certaines agences</p> | <b>États-Unis<br/>d'Amérique</b>    |



| <b>d. Activités d'inspection et d'application relatives à la fois au « pays d'origine » et au « pays de récolte » et comment les inspecteurs vérifient l'étiquetage.</b>  |                                     |
|---|-------------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVAT<br/>EUR</b> |
| <p>nationales d'inspection, dont celle des États-Unis, ne sont légalement pas autorisées à confirmer ou à certifier les dispositions relatives à l'étiquetage du « pays de récolte ». Les agences d'inspection opèrent dans le cadre juridique national et conformément à leurs accords bilatéraux ou multilatéraux en matière d'étiquetage.</p> <p>Compte tenu de cette réalité en matière d'inspection et d'application, l'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » n'est pas seulement difficile à normaliser, mais il serait également impossible à mettre en œuvre à l'échelle mondiale et pourrait entraîner une duplication ou une utilisation inefficace des ressources nationales pour les activités d'inspection et d'application liées au « pays de récolte », sans aucun bénéfice pour la santé publique ni amélioration de la compréhension du produit par les consommateurs.</p> |                                     |

| <b>e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</b>   |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>La position de l'Australie est que l'exigence d'une déclaration supplémentaire concernant le « pays de récolte » ne résoudrait pas le problème identifié des fausses déclarations du pays d'origine sur les étiquettes des denrées alimentaires. Elle n'apporte aucune information supplémentaire au consommateur pour les épices définies par les normes relatives aux produits à base d'épices, car le pays d'origine est le même en raison du champ d'application de ces normes (voir la réponse à la partie (a)).</p> <p>Le problème identifié des fausses déclarations du pays d'origine sur les étiquettes des denrées alimentaires n'est pas une lacune dans les exigences en matière d'étiquetage, mais dans le respect et l'application de l'exigence selon laquelle l'étiquetage des denrées alimentaires doit être véridique et exact. Bien que la question des fausses déclarations soit difficile à traiter, elle ne peut être résolue en exigeant une déclaration supplémentaire.</p> <p>L'Australie craint que l'introduction de nouvelles exigences en matière d'étiquetage pour résoudre les problèmes de conformité et d'application des exigences existantes (pays d'origine) ne crée un précédent pour l'établissement de nouvelles dispositions en matière d'étiquetage afin de traiter les futurs problèmes de conformité et d'application. L'Australie suggère que le CCFL envisage d'affiner la sous-section 4.5.2 de la norme CXS 1-1985 afin de mieux définir les transformations susceptibles de modifier la nature d'une denrée alimentaire. Toutefois, comme indiqué dans la réponse de l'Australie à la partie (a), cela ne résoudrait pas le problème pour les épices (y compris le safran et la vanille), car les épices destinées à une transformation industrielle ultérieure ne relèvent pas du champ d'application des normes CCSCH.</p>   | <b>Australie</b>               |
| <p>L'obligation d'indiquer le « pays de récolte » sur l'étiquetage des épices pourrait créer un précédent susceptible de s'étendre à d'autres produits. Une telle exigence pourrait poser des problèmes logistiques et d'application dans divers secteurs, rendant difficile son application de manière cohérente et claire.</p> <p>De plus, l'obligation d'indiquer le pays de récolte sur l'étiquetage serait incompatible avec les exigences actuelles du Codex et pourrait entraîner des informations redondantes et prêtant à confusion sur les étiquettes, car le pays de récolte est souvent le même que le pays d'origine.</p>  | <b>Brésil</b>                  |
| <p>Le Canada estime que l'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » introduirait une nouvelle exigence en matière d'étiquetage pour répondre à un problème qui ne semble pas concerner une lacune dans les exigences d'étiquetage, mais plutôt un problème de compréhension, de conformité et d'application de l'étiquetage actuel du pays d'origine. L'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » créerait une charge pour les exploitants du secteur alimentaire et les autorités compétentes. Il introduirait une duplication dans les textes du Codex, car le pays d'origine et le pays de récolte sont les mêmes dans le contexte des normes relatives aux épices et aux herbes culinaires. En outre, il n'éliminerait pas la possibilité que des déclarations d'origine fausses et trompeuses (qu'elles concernent le pays d'origine ou le pays de récolte) continuent de se produire. Le même problème qui se pose actuellement lorsque le pays d'origine est déclaré de manière incorrecte pourrait commencer à se poser avec une déclaration du pays de récolte. Par ailleurs, comme l'impact potentiel de cette mesure sur l'étiquetage d'autres produits récoltés, tels que les fruits, les légumes et les céréales, n'a pas été examiné, le Canada met en garde contre le risque d'introduire des incohérences et une confusion dans les textes du Codex.</p> <p>Le Manuel de procédure du Codex exige que les dérogations aux dispositions générales des normes (telles que celles du GSLPF) soient pleinement justifiées et étayées par des preuves scientifiques disponibles et d'autres informations pertinentes. Il n'existe aucun précédent d'obligation de mentionner le « pays de récolte » dans un texte du Codex. Donc, pour qu'une telle disposition apparaisse pour la première fois, il faudrait donc une justification suffisante et une bonne compréhension des termes. Nous comprenons, d'après les discussions précédentes, que dans la</p> | <b>Canada</b>                  |

| <b>e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</b>   |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>plupart des cas, le pays d'origine des herbes culinaires et des épices est le pays de récolte. De nombreux membres du Codex ont fait des commentaires similaires dans le passé. De ce fait, les exigences du Manuel de procédure n'ont pas été respectées. Le problème n'est pas que le pays de récolte ne figure pas sur l'étiquette, car il est déjà obligatoire de l'indiquer en vertu de l'exigence relative au pays d'origine. Nous comprenons que le problème réside dans le fait que, dans certains cas, le pays d'origine est incorrectement indiqué sur l'étiquette, de sorte que la véritable origine n'est pas identifiée. Le CCSCH7, dans sa réponse au CCFL (annexe II du document CX/FL 24/48/4), a également confirmé les deux points mentionnés dans ce paragraphe.</p> <p>Le Canada réitère qu'il s'agit selon lui d'un problème de conformité et d'application, et non d'un problème lié aux exigences. Si le CCFL introduisait ou approuvait de nouvelles exigences en matière d'étiquetage obligatoire chaque fois que les exigences existantes n'étaient pas bien comprises ou respectées, cela pourrait créer un cadre redondant et prêtant à confusion. À ce titre, le Canada s'oppose à l'introduction d'une exigence supplémentaire en matière d'étiquetage obligatoire pour résoudre un problème de conformité et d'application. Cela créerait une charge pour l'industrie et les autorités compétentes et ne constituerait pas une solution appropriée compte tenu de la nature du problème.</p> <p>Lorsque le problème concerne la conformité et l'application, d'autres approches seraient plus appropriées. Il s'agit notamment d'introduire davantage d'explications ou d'orientations pour clarifier les exigences existantes, de collaborer avec les parties prenantes pour promouvoir la compréhension de ces exigences et d'intensifier les activités de vérification de la conformité et d'application. Dans cette situation particulière, le Codex a la possibilité d'introduire davantage d'explications sur les dispositions existantes relatives au pays d'origine dans les textes afin de clarifier leur application aux épices soumises aux normes du CCSCH.</p> |                                |
| <p>a) La norme CXS 1-1985 définit clairement le « pays d'origine » et met l'accent sur le stade de transformation. L'indication obligatoire du « pays de récolte » pourrait prêter à confusion si ce dernier diffère du pays d'origine. Il n'est pas toujours facile de déterminer quelle information est plus importante ou comment les consommateurs doivent interpréter les deux.</p> <p>Si l'étiquetage du « pays de récolte » favorise une plus grande transparence, il existe un risque que les consommateurs interprètent mal cette information. Par exemple, ils pourraient privilégier le lieu de récolte par rapport au lieu de transformation, même si ce dernier a considérablement modifié le produit alimentaire. Cela pourrait involontairement créer de nouvelles formes de confusion chez le consommateur, ce que la norme CXS 1-1985 vise à éviter. Toutefois, si le terme « modification de la nature de la denrée alimentaire », qui n'est pas défini dans la norme, était clairement défini, il ne serait pas nécessaire de faire la distinction entre le pays de récolte et le pays d'origine pour les épices et herbes culinaires séchées ou déshydratées, car le broyage, le hachage, la découpe, le nettoyage et le conditionnement ne modifient pas la nature du produit.</p> <p>b) Bien que le « pays de récolte » puisse fournir des informations supplémentaires, il convient d'examiner attentivement si son inclusion obligatoire est toujours nécessaire pour éviter toute tromperie du consommateur ou si elle sert d'autres objectifs qui ne relèvent pas du champ d'application immédiat de cette section de la norme Codex.</p>   | <b>Chili</b>                   |
| <p>Nous sommes d'accord avec les observations formulées dans le CCFL48 par les délégations qui n'ont pas appuyé la déclaration obligatoire du pays de récolte, étant donné que cela s'écarte des dispositions existantes de la norme CXS 1-1985. Il n'existe pas de définition internationalement reconnue du pays de récolte, ni de base scientifique permettant de vérifier le « pays de récolte » ; par conséquent, cette</p>  | <b>Colombie</b>                |

| <b>e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</b>   |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| disposition ne pourrait pas être certifiée de manière fiable. Le Codex ne dispose d'aucune méthode scientifique permettant de valider correctement cette exigence.  |                                |
| Du point de vue du Costa Rica, rendre obligatoire la déclaration du pays de récolte soulève des questions quant à la cohérence avec les textes existants du Codex, qui n'exigent actuellement que la déclaration du pays d'origine. Cette exigence pourrait non seulement créer des attentes quant à l'introduction d'exigences similaires dans d'autres normes et nuire à l'harmonisation réglementaire, mais aussi alourdir considérablement la charge pesant sur les autorités compétentes en imposant des processus de vérification supplémentaires qui pourraient s'avérer complexes et difficiles à mettre en œuvre de manière efficace.  | <b>Costa Rica</b>              |
| Les autorités réglementaires compétentes n'ont aucune objection à exiger des étiquettes identifiant le pays de récolte. En effet, cela favorise et renforce la transparence, protège les droits et améliore la crédibilité des pays exportateurs de ces marchandises. Cela ne nuit pas à l'identification de l'origine finale, en particulier si certains processus de fabrication ont été effectués qui ont conféré une nouvelle origine à la marchandise, conformément aux documents accompagnant l'expédition.   | <b>Égypte</b>                  |
| <p>La norme CXS 1-1985 exige que le pays d'origine soit indiqué uniquement si son omission pouvait prêter à confusion.</p> <p>« 4.5 Pays d'origine</p> <p>4.5.1 Le pays d'origine de la denrée alimentaire doit être déclaré si son omission risque d'induire le consommateur en erreur ou de le tromper.</p> <p>4.5.2 Lorsqu'une denrée alimentaire subit une transformation dans un deuxième pays qui en modifie la nature, le pays dans lequel la transformation est effectuée doit être considéré comme le pays d'origine aux fins de l'étiquetage. »</p> <p>L'UE n'a aucune objection à l'égard de l'obligation d'indiquer le « pays de récolte » sur l'étiquette.</p> <p>Des préoccupations ont déjà été exprimées quant à la capacité des agents chargés des contrôles aux frontières à vérifier le pays de récolte. Toutefois, si une norme internationale exige que le pays de récolte soit indiqué sur l'étiquette, cette information devrait figurer dans les documents d'accompagnement.</p> <p>Même si les agents chargés des contrôles aux frontières ne peuvent pas vérifier immédiatement le pays de récolte, cette information est traçable et peut être confirmée en cas de réclamation ou de besoin.</p> | <b>Union européenne</b>        |
| <p>L'introduction d'une indication obligatoire du « pays de récolte » serait difficile à mettre en œuvre pour les fabricants. Bien que cela puisse conduire à une plus grande transparence, cela risque également d'entraîner une augmentation de la bureaucratie et une éventuelle confusion chez les consommateurs quant à la différence entre le « pays d'origine » et le « pays de récolte ».</p> <p>En outre, il serait problématique pour les fabricants de devoir fréquemment adapter leurs étiquettes en raison des changements de pays de récolte. Cela entraînerait non seulement des coûts supplémentaires, mais signifierait également que de nombreuses étiquettes déjà produites devraient être jetées, ce qui doit être évité pour des raisons de durabilité.</p>  | <b>FoodDrinkEurope</b>         |
| <p>Le Honduras n'est pas favorable à l'obligation de déclarer le pays de récolte pour les raisons suivantes :</p> <p>Un éventuel conflit avec les règles d'origine utilisées dans les accords commerciaux, qui sont fondées sur des critères de transformation substantielle ou de valeur ajoutée, et non sur le lieu de culture initial.</p>   | <b>Honduras</b>                |

| <b>e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</b>  |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>La norme CXS 1-1985 couvre déjà de manière adéquate le pays d'origine, et l'ajout d'une déclaration supplémentaire pourrait semer la confusion parmi les consommateurs et les exploitants, ce qui pourrait nuire à ces derniers dans l'application des préférences tarifaires.</p> <p>Cela pourrait créer un précédent indésirable, ouvrant la voie à des exigences similaires dans d'autres catégories de denrées alimentaires sans preuve d'un avantage réel.</p>   |                                |
| <p>Selon la section 2 du manuel de procédure : Élaboration des normes Codex et des textes connexes : Format des normes Codex pour les produits : Étiquetage : Cette section doit inclure toutes les dispositions relatives à l'étiquetage contenues dans la norme. Les dispositions doivent être incluses par référence à la norme CXS 1-1985. Cette section peut également contenir des dispositions qui constituent des dérogations, des ajouts ou des précisions nécessaires à l'interprétation de la norme générale relative au produit concerné, à condition que celles-ci puissent être pleinement justifiées. En conséquence, dans tous les formats de normes pour les produits, il existe des dispositions supplémentaires concernant l'étiquetage, telles que le nom du produit alimentaire et les informations qui doivent figurer à proximité immédiate du nom du produit alimentaire, la date de péremption et les instructions de conservation.</p> <p>En outre, le pays de récolte et le pays d'origine font partie du « format standard » adopté par le CCSCCH depuis ses débuts, et le terme « récolte » a déjà été défini dans le glossaire des termes du CCSCCH. L'obligation de déclarer le pays de récolte a toujours figuré dans les normes CCSCCH, qui ont été approuvées par le CCFL. Lors de sa cinquième session, le CCSCCH, alors qu'il examinait les dispositions relatives à l'étiquetage (8.3 et 8.3.1) du pays d'origine/pays de récolte, à la demande de clarification du CCFL45, était convenu de maintenir les deux dispositions dans les normes et de scinder « pays d'origine/pays de récolte » en deux dispositions indépendantes et claires, à savoir une disposition sur le « pays d'origine » obligatoire et une disposition sur le « pays de récolte » facultative ; et que ces dispositions seraient réexaminées dans les normes individuelles, si nécessaire. Cette clarification a été approuvée par le CCFL46 ainsi que la clause d'étiquetage pertinente pour les différentes épices examinées lors de cette session. Par conséquent, le simple fait de déclarer que cette disposition est obligatoire ne peut être considéré comme un précédent ou une incohérence avec la norme CXS 1-1985.</p> <p>Le maintien de l'obligation d'étiqueter le pays d'origine et le pays de récolte dans la norme relative aux épices de grande valeur telles que le safran et la vanille se justifie, car il s'agit d'un cas particulier, et est également conforme à la décision prise dans le CCSCCH5 concernant l'évaluation de la nécessité de ces dispositions en fonction des besoins spécifiques des normes SCH.</p> | <b>Inde</b>                    |
| <p>« Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1- 1985. »</p> <p>Réponse de l'IOSTA : L'IOSTA craint que l'obligation d'indiquer le « pays de récolte » sur l'étiquetage de la vanille et du safran ne crée un précédent pour toutes les épices, ce qui serait contraire aux pratiques actuelles et poserait des problèmes logistiques sans améliorer la qualité ou la pureté des produits.</p> <p>Comme indiqué, l'obligation d'indiquer le « pays de récolte » sur l'étiquetage poserait des problèmes importants aux fabricants d'épices. Chaque année, le changement des conditions climatiques a des répercussions sur les récoltes d'épices de différentes manières. En conséquence, les acheteurs d'épices peuvent diversifier leurs sources d'approvisionnement afin d'atténuer les risques liés aux mauvaises récoltes et de gérer la volatilité des prix. Les variations interannuelles et intra-annuelles des conditions météorologiques et du rendement des récoltes posent un défi logistique aux fabricants, qui doivent fréquemment adapter leurs étiquettes en fonction des</p>  | <b>IOSTA</b>                   |

| <b>e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</b>   |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>changements de pays de récolte. Cela peut entraîner des coûts supplémentaires et les obliger à jeter les étiquettes déjà imprimées.</p> <p>De plus, certains produits à base d'épices sont souvent mélangés. Les produits à base de safran, par exemple, proviennent rarement d'une seule source. Les transformateurs mélangent généralement du safran provenant de différentes régions afin d'obtenir la qualité souhaitée pour l'entreprise, le marché et le consommateur. Dans les cas où le lot final provient de plusieurs origines, une déclaration obligatoire du « pays de récolte » peut prêter à confusion et induire les consommateurs en erreur quant à la composition du produit.</p>   |                                |
| <p>Rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » pour la vanille et d'autres épices tels que le safran pourrait établir un précédent pour d'autres produits agricoles dont la qualité est fortement liée à leur origine, mais cette mesure devrait être limitée aux produits à haute valeur ajoutée et fortement liés au terroir.</p> <p>Cette exigence n'est pas contradictoire avec l'article 4.5 de la norme CXS 1-1985, mais la renforce. CXS 1-1985 exige la mention du pays d'origine si son omission est susceptible d'induire le consommateur en erreur. Dans le cas de la vanille, ne pas mentionner le pays de récolte revient à présenter le produit de manière trompeuse dont la qualité dépend intrinsèquement de son origine, ne mentionner que le pays de transformation (si différente) serait trompeur.</p> <p>L'étiquetage du pays de récolte est essentiel pour l'authenticité, préserver les caractéristiques uniques liées au terroir, lutter contre la fraude (mélange de produits, usurpation), valoriser les producteurs et répondre aux attentes croissantes des consommateurs en matière de transparence et de traçabilité. C'est une clarification spécifique qui s'aligne sur les objectifs du Codex de protection des consommateurs et de pratiques équitables.</p> <p>Il est important que les lignes directrices du Codex clarifient la distinction entre le pays de récolte et le pays de transformation ou de conditionnement, en particulier pour les produits agricoles artisanaux à forte valeur.</p> <p>Il s'avère nécessaire d'ajouter dans le glossaire la définition du « pays de récolte ».</p> | <b>Madagascar</b>              |
| <p>La Nouvelle-Zélande estime que lorsque le pays d'origine est correctement utilisé pour le safran séché, il correspond au pays de récolte. La Nouvelle-Zélande considère que l'obligation d'indiquer le pays de récolte pour le safran séché en plus de la déclaration obligatoire du pays d'origine est redondante lorsque le pays d'origine est utilisé correctement, c'est-à-dire conformément aux dispositions du point 4.5 de la <i>Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1985-1) en particulier le point 4.5.2<sup>9</sup>. Exiger que le pays de récolte soit indiqué sur l'étiquette serait contraignant pour l'industrie et créerait un précédent quant à la manière dont le Codex traite l'utilisation incorrecte des dispositions.</p> <p>La Nouvelle-Zélande note que la <i>Norme pour les parties florales séchées – Safran</i> (CXS 351-2022) 3.2.2 Caractéristiques chimiques et physiques stipule qu'« il ne doit y avoir aucune adulation dans le produit » et que 4. Additifs alimentaires stipule qu'« aucun additif alimentaire n'est autorisé dans les produits couverts par la présente norme ». Sur cette base, nous ne considérons pas que le safran puisse être transformé dans un deuxième pays d'une manière qui modifie sa nature et, par conséquent, son pays d'origine. Par conséquent, la Nouvelle-Zélande ne voit pas comment le pays d'origine pourrait jamais (légitimement) être différent du pays de récolte pour le safran séché.</p>  | <b>Nouvelle-Zélande</b>        |

<sup>9</sup> 4.5.2 Lorsqu'une denrée alimentaire subit une transformation dans un deuxième pays qui en modifie la nature, le pays dans lequel la transformation est effectuée doit être considéré comme le pays d'origine aux fins de l'étiquetage.



| <b>e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</b>  |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>Si les dispositions relatives au pays d'origine figurant au point 4.5 de la norme CXS 1985-1 sont utilisées de manière incorrecte, la priorité du Codex devrait être de remédier à cette utilisation incorrecte (qu'elle soit intentionnelle ou due à un malentendu). La Nouvelle-Zélande ne considère pas que l'imposition d'un étiquetage supplémentaire soit la mesure appropriée dans ce cas. Cela ne remédie pas à l'utilisation incorrecte de la disposition relative au pays d'origine (qui, selon nous, est le problème principal). La Nouvelle-Zélande estime qu'une telle mesure créerait un précédent selon lequel, lorsque les dispositions du Codex sont utilisées de manière incorrecte (ou frauduleuse), la correction de la fraude ne serait pas traitée, mais plutôt des exigences supplémentaires seraient utilisées pour atténuer l'impact de l'utilisation incorrecte des dispositions existantes.</p> <p>Exiger que le pays d'origine et le pays de récolte soient indiqués sur l'étiquette du safran séché s'écarterait de la <i>Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1985-1). Le Manuel de procédure du Codex (section 2.5 Relations entre les comités de produits et les comités thématiques généraux <sup>10</sup>) stipule que toute demande d'approbation d'écarts par rapport aux dispositions générales d'une norme de produit doit être pleinement justifiée et étayée par des preuves scientifiques disponibles et d'autres informations pertinentes. La Nouvelle-Zélande estime que la réponse du CCSCH n'apporte pas une telle justification.</p> <p>La Nouvelle-Zélande estime que l'élaboration de directives sur l'utilisation correcte de l'étiquetage du pays d'origine pourrait être utile pour garantir la bonne application de cette disposition.</p> |                                |
| <p>Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</p> <p>La déclaration obligatoire du « pays de récolte » pose certains défis, en particulier pour les produits tels que les épices, qui sont souvent mélangés à partir de plusieurs sources. Dans de tels cas, il peut être compliqué d'identifier une seule origine de récolte, ce qui peut entraîner des difficultés pour fournir un étiquetage précis. Néanmoins, l'importance de cette information pour promouvoir la transparence, améliorer la traçabilité et renforcer la confiance des consommateurs reste significative.</p> <p>L'Arabie saoudite reconnaît que lorsque des outils scientifiques fiables et des méthodes de détection validées sont disponibles, tels que les techniques basées sur l'ADN soutenues par des bases de données nationales de référence, ceux-ci peuvent jouer un rôle important dans la vérification du pays de récolte. Cela pourrait contribuer à des pratiques d'étiquetage plus précises, réduire le risque de fausses déclarations et renforcer l'intégrité tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, tout en veillant à l'alignement sur les normes internationales telles que la norme CXS 1-1985, il est utile d'étudier la mise en œuvre progressive et scientifique des déclarations d'origine de la récolte lorsque cela est possible.</p>   | <b>Arabie saoudite</b>         |
| <p>L'affichage du pays de récolte en tant qu'exigence obligatoire pourrait ne pas être conforme à la norme CXS 1-1985. Cela pourrait entraîner la confusion quant à l'utilisation future de la norme CXS 1-1985.</p>   | <b>Thaïlande</b>               |
| <p>Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</p>   | <b>Ouganda</b>                 |

<sup>10</sup> Lorsque les comités de produits estiment que les dispositions générales ne sont pas applicables à une ou plusieurs normes de produits, ils peuvent demander aux comités thématiques généraux compétents d'approuver des dérogations aux dispositions générales du Codex Alimentarius. Ces demandes doivent être pleinement justifiées et étayées par des preuves scientifiques disponibles et d'autres informations pertinentes.

| <b>e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</b>  |                                  |
|--|----------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b>   |
| <p>Position de l'Ouganda : Premièrement, l'introduction de la clause obligatoire relative au « pays de récolte » crée des incohérences avec les directives existantes du CXS 1-1985 et sème la confusion quant à ce qui constitue l'« origine », en particulier pour les produits transformés ou à valeur ajoutée.</p> <p>Deuxièmement, cela crée un précédent qui nécessite l'inclusion de cette clause dans d'autres normes relatives aux épices ainsi qu'à d'autres catégories de denrées alimentaires, telles que les fruits, les légumes ou les grains.</p> <p>Enfin, les outils scientifiques nécessaires pour vérifier avec précision le pays de récolte ne sont pas largement accessibles dans de nombreux pays à faible et moyen revenu, qui sont précisément les régions où la plupart de ces épices sont cultivées.</p>   |                                  |
| <p>Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</p> <p>La CCFL maintient des directives d'étiquetage rigoureuses applicables à toutes les denrées alimentaires. Les États-Unis interprètent l'exigence proposée d'indiquer obligatoirement le « pays de récolte » pour le safran et la vanille séchés (et d'autres épices) comme étant incompatible avec l'approche adoptée de longue date par la norme CXS 1-1985 concernant le pays d'origine. Cette incohérence est également proposée sans fondement scientifique ni respect du principe d'harmonisation.</p> <p>Création d'un précédent :</p> <p>Autoriser des dérogations aux directives harmonisées du CCFL en matière d'étiquetage pour tout produit, en particulier afin de permettre des politiques protectionnistes commerciales avec la déclaration obligatoire du « pays de récolte », crée trois précédents inquiétants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La possibilité pour les comités de produits de saper les normes des comités thématiques généraux et à contredire les principes sur lesquels ces normes sont établies ;</li> <li>2. Un écart par rapport au mandat du Codex qui consiste à garantir la sécurité alimentaire et à faciliter les pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires ; et</li> <li>3. Une dégradation de l'approche scientifique du Codex en matière d'établissement de normes internationales en prenant des décisions fondées sur la valeur économique.</li> </ol> <p>Problèmes de cohérence :</p> <p>La norme CXS 1-1985, dans ses principes généraux, interdit l'utilisation d'étiquettes fausses, trompeuses ou mensongères, ainsi que d'étiquettes susceptibles de créer une impression erronée quant à la nature du produit. La norme CXS 1-1985 établit en outre les conditions dans lesquelles le « pays d'origine » aux fins de l'étiquetage serait modifié : « Lorsqu'un aliment subit une transformation dans un deuxième pays qui modifie sa nature. »</p> <p>L'introduction de l'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » dans les normes d'étiquetage du Codex, où le « pays d'origine » et le « pays de récolte » diffèrent, serait en contradiction directe avec ce principe, pris conjointement avec la disposition relative à l'étiquetage du « pays d'origine » - c'est-à-dire que déclarer le pays de récolte sur un aliment qui a subi un changement de nature serait susceptible de créer une impression erronée quant à la nature de l'aliment et ne serait donc pas autorisé par la norme CXS 1-1985.</p> <p>Même dans le cas où une denrée alimentaire n'a pas subi de modification de nature et où le « pays de récolte » serait le même que le « pays d'origine », déclarer le «</p> | <b>États-Unis<br/>d'Amérique</b> |

| <b>e. Préoccupations ou questions liées à rendre obligatoire la mention du « pays de récolte » sur l'étiquette, telles que la création d'un précédent et la cohérence avec la norme CXS 1-1985.</b>  |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>pays de récolte » serait, au mieux, redondant et, au pire, compromettrait la confiance des consommateurs dans l'étiquetage du produit.</p> <p>La directive générale du CCFL sur les revendications (CXG 1-1979) repose également sur le principe énoncé dans la norme CXS 1-1985, selon lequel aucune denrée alimentaire ne doit être décrite ou présentée d'une manière fausse, trompeuse ou mensongère ou susceptible de créer une impression erronée quant à sa nature à quelque égard que ce soit. En outre, les revendications qui ne peuvent être étayées sont expressément interdites par la directive CXG 1-1979. Avec une déclaration obligatoire du « pays de récolte », il existe un risque important que les denrées alimentaires soient décrites d'une manière fausse, trompeuse ou mensongère. Et comme le prévoit la section « d. », les États-Unis soulignent qu'il serait probablement impossible de vérifier le « pays de récolte » ; par conséquent, en tant que revendication qui ne peut être étayée, le « pays de récolte » ne serait pas autorisé par les textes fondamentaux du CCFL.</p> |                                |

| <b>f. Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>La position de l'Australie est que l'obligation de déclarer en plus le « pays de récolte » pourrait créer une confusion avec l'obligation existante de déclarer le « pays d'origine », qui, pour les épices (y compris le safran et la vanille), est clairement aussi le pays dans lequel le produit est récolté.</p> <p>Exiger une déclaration supplémentaire du « pays de récolte » pour les épices risque de semer la confusion chez les consommateurs quant à la signification du terme « pays d'origine » et de leur faire croire qu'il n'englobe pas également le « pays de récolte » lorsqu'il s'agit de produits peu transformés tels que ces produits. Cela risque de diminuer la confiance des consommateurs dans l'étiquetage.</p>   | <b>Australie</b>               |
| <p>Rendre obligatoire l'étiquetage indiquant le « pays de récolte » pourrait avoir un impact négatif sur le commerce international en augmentant la complexité, les coûts et les retards aux contrôles frontaliers. Les autorités douanières auraient besoin de vérifier ces informations supplémentaires, ce qui pourrait nécessiter davantage de documentation et, dans certains cas, des analyses en laboratoire, entraînant ainsi des délais de dédouanement plus longs et des coûts opérationnels plus élevés pour les importateurs et les exportateurs.</p> <p>Pour les produits mélangés ou transformés dans plusieurs pays, tels que les épices ou le café, il peut être difficile, voire impossible, de retracer et de vérifier le pays de récolte de chaque composant, en particulier dans le cas d'expéditions en vrac. Cela pourrait entraîner des perturbations commerciales ou le rejet d'expéditions en raison d'incohérences dans l'étiquetage.</p> <p>De plus, exiger que le pays d'origine et le pays de récolte soient tous deux indiqués sur les étiquettes pourrait créer la confusion, en particulier lorsque les deux se réfèrent au même endroit, ce qui entraînerait des informations redondantes ou peu claires pour les consommateurs. Ce manque d'harmonisation avec les normes Codex existantes pourrait également accroître le risque de litiges commerciaux et créer des obstacles indus/inutiles à l'accès au marché, en particulier pour les petits producteurs et exportateurs des pays en développement.</p> <p>Nous considérons qu'il n'y a pas d'impact positif sur la protection de la santé humaine qui puisse justifier les effets négatifs sur le commerce international qui ont été identifiés.</p>  | <b>Brésil</b>                  |
| <p>L'un des principaux objectifs du Codex est d'assurer des pratiques commerciales équitables. La concurrence loyale sur le marché est favorisée par la possibilité de comparer facilement les produits à partir d'informations courantes fournies. C'est l'un des avantages de l'étiquetage obligatoire et la raison pour laquelle il est important de déclarer avec précision le pays d'origine.</p> <p>Lorsque le pays d'origine est mal déclaré, par exemple en indiquant le pays d'emballage d'une épice comme pays d'origine au lieu du pays où elle a été récoltée, cela nuit à l'équité sur le marché. Que cela soit dû à une mauvaise compréhension des règles d'étiquetage ou à une volonté délibérée de dissimuler la véritable origine d'un produit, le Canada reconnaît que cela peut se produire et que cela constitue une source d'injustice et d'informations trompeuses sur le marché. Ce problème fondamental ne sera pas résolu en ajoutant une nouvelle exigence sans s'attaquer au problème à l'origine. Si l'indication obligatoire du pays de récolte est introduite sans s'attaquer à une utilisation abusive du pays d'origine, les pratiques commerciales déloyales persisteront et pourraient même s'aggraver.</p> <p>Comme indiqué ci-dessus, l'obligation d'indiquer le « pays de récolte » imposerait une charge supplémentaire aux exploitants du secteur alimentaire et aux autorités compétentes. L'étiquetage serait moins adaptable aux changements dans la chaîne d'approvisionnement, ce qui entraînerait des dépenses supplémentaires pour modifier les étiquettes et augmenterait les coûts commerciaux. Ces coûts supplémentaires seraient probablement répercutés sur le consommateur, ce qui pourrait à son tour avoir une incidence sur la demande.</p> | <b>Canada</b>                  |

| <b>f. Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>Le Chili est fermement convaincu que les consommateurs pourraient bénéficier d'un meilleur accès à des informations précises et actualisées sur l'origine des produits qu'ils achètent. Cette position repose sur le principe selon lequel une connaissance approfondie de l'origine des biens de consommation permet aux consommateurs de prendre des décisions d'achat plus éclairées et plus conscientes, en tenant compte de facteurs tels que la qualité, les normes de production, les implications éthiques et environnementales, et le soutien aux économies locales ou régionales. L'initiative visant à promouvoir une plus grande transparence dans l'étiquetage et la traçabilité des produits est conforme à l'objectif de responsabilisation des consommateurs et de promotion d'un marché plus juste et plus équitable. Cela pourrait encourager les producteurs à améliorer leurs pratiques afin de mettre en avant l'origine de leurs récoltes.</p> <p>Du côté négatif, le processus de demande d'importation pourrait être prolongé, retardé ou étendu (en termes de délais) en ce qui concerne l'obtention d'un document certifiant ces informations (pays de récolte).</p>                  | <b>Chili</b>                   |
| <p>Nous sommes d'accord avec les observations formulées dans CCFL48 par les délégations qui n'ont pas soutenu la déclaration obligatoire du pays de récolte, en ce sens que la valeur économique et les problèmes potentiels de fraude ne peuvent justifier des dispositions obligatoires relatives au pays de récolte, qui pourraient involontairement créer des obstacles au commerce, alourdir la charge pesant sur les exploitants du secteur alimentaire et compliquer la prévention de la fraude.</p>  | <b>Colombie</b>                |
| <p>Exiger que le pays de récolte soit déclaré pour des produits tels que le safran et la vanille pourrait créer des complexités inutiles dans la chaîne d'approvisionnement, augmentant les coûts de mise en œuvre et les exigences logistiques sans apporter un avantage clair au consommateur.</p> <p>En outre, l'inclusion de deux ou plusieurs indications d'origine (pays de récolte et pays d'origine) pourrait entraîner une confusion dans l'étiquetage, en particulier lorsque le même ingrédient provient de plusieurs pays. Dans de tels cas, des questions se poseraient quant à la manière de refléter ces informations dans la liste des ingrédients, à la nécessité d'indiquer la proportion correspondant à chaque pays de récolte et à l'implication éventuelle d'ajustements des exigences en matière de traçabilité et de contrôle, avec des répercussions possibles sur le commerce et la formulation des produits.</p>  | <b>Costa Rica</b>              |
| <p>En général, les bonnes pratiques agricoles (BPA) visent à garantir le respect des normes légales et commerciales, en particulier celles liées à la sécurité et à la qualité des aliments, voire l'application de normes imposées par des marchés spécialisés. Elles visent également à faciliter l'entrée sur le marché de produits adaptés et à éviter ceux qui ne répondent pas aux conditions requises ou qui contiennent des résidus de pesticides, des contaminants ou des microbes. Ces principes sont souvent basés sur les exigences des consommateurs et les exigences de traçabilité, qui sont considérées comme parmi les mesures les plus importantes pour maintenir la sécurité alimentaire.</p> <p>L'exigence obligatoire d'une déclaration contraignante précisant le pays de récolte a un impact positif sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La sensibilisation aux bonnes pratiques agricoles (BPA).</li> <li>• La protection des droits de production des pays producteurs et l'amélioration des normes et des grades de qualité. La prévention ou la minimisation significative de la fraude.</li> <li>• La promotion de la transparence envers les consommateurs.</li> </ul> | <b>Égypte</b>                  |

| <b>f. Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.</b>  |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>Aspects positifs : Protection des produits, prévention de la fraude et maintien des normes de qualité, ainsi que transparence, confiance des consommateurs et concurrence loyale.</p> <p>Aspects négatifs : Augmentation potentielle de la bureaucratie et difficultés pour les fabricants de modifier leurs modalités d'étiquetage actuelles. Également, coûts potentiels et charge administrative pour les organismes chargés de l'application de la loi.</p> <p>Cependant, en général, les consommateurs préfèrent souvent les produits provenant de certaines origines en raison de la qualité ou de la réputation associées aux produits alimentaires de ce pays. Les prix peuvent varier considérablement en fonction de ces facteurs. Il est bien établi que les conditions de culture, telles que le sol, le climat et les méthodes de récolte, ont une incidence sur le produit final pour de nombreux produits. Certains peuvent exploiter ces différences à des fins lucratives en étiquetant de manière trompeuse des épices coûteuses, comme le safran et la vanille, ce qui peut nuire à la confiance des consommateurs et perturber le commerce international.</p> <p>Il existe donc un intérêt commercial certain dans cette question, et il est important que le pays de récolte, s'il est différent du pays d'origine, soit indiqué sur l'étiquette.</p> | <b>Union européenne</b>        |
| Voir les observations précédentes dans les réponses à la question e.  | <b>FoodDrinkEurope</b>         |
| f) L'obligation de déclarer le pays de récolte pourrait constituer un obstacle technique au commerce, en particulier pour les pays exportateurs tels que le Honduras qui expédient des épices en vrac vers des pays tiers en vue d'une transformation ultérieure. Cette obligation nuirait à la compétitivité sans améliorer de manière significative les informations fournies aux consommateurs.  | <b>Honduras</b>                |
| <p>L'obligation de déclarer le « pays de récolte » devrait avoir une influence positive sur le commerce. Plutôt que de constituer un obstacle, cette exigence peut favoriser le commerce mondial d'épices haut de gamme et authentiques telles que le safran et la vanille en renforçant leur provenance et leur qualité. Elle permettrait aux consommateurs de faire des choix éclairés et renforcerait leur confiance dans les produits qu'ils achètent.</p> <p>Pour les exploitants du secteur alimentaire (FBO), cette exigence ne devrait pas représenter une charge importante, car elle s'applique principalement aux pays producteurs connus pour leurs épices de haute qualité, qui seraient chargés de délivrer le certificat du « pays de récolte ». Au contraire, elle offrirait la possibilité de différencier les produits de haute qualité sur le marché, ce qui, en fin de compte, encouragerait la demande. Dans l'ensemble, cette exigence devrait favoriser la transparence, soutenir le commerce de produits authentiques et stimuler le potentiel d'exportation des pays producteurs.</p>  | <b>Inde</b>                    |
| <p>L'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » aurait des impacts majoritairement positifs pour les pays producteurs. Il permettrait de valoriser l'origine surtout pour les produits reconnus pour leur qualité supérieure, renforçant leur position sur les marchés premium et stimulant la demande des consommateurs recherchant authenticité et traçabilité.</p> <p>La reconnaissance du pays de récolte favoriserait également une transparence accrue, une meilleure traçabilité et une plus grande équité dans le commerce mondial, contribuant à lutter contre la fraude et les pratiques trompeuses, protégeant ainsi les producteurs légitimes. L'exigence pourrait inciter à de meilleures pratiques agricoles.</p> <p>Pour le cas de la vanille, dont la réputation repose sur l'origine, le terroir et le savoir-faire artisanal, cette exigence permettrait aux consommateurs de faire des choix éclairés et garantirait une juste reconnaissance et rémunération pour les producteurs.</p> <p>Potentiellement négatifs, cela pourrait entraîner une légère augmentation des coûts pour les exportateurs liés aux systèmes d'étiquetage et des risques de barrières</p>   | <b>Madagascar</b>              |



| <b>f. Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.</b>   |   |
|--|---|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b>                        |
| <p>techniques si les normes ne sont pas harmonisées internationalement, ce qui pourrait affecter les pays en développement.</p> <p>Cependant, pour un produit de grande valeur comme la vanille, les avantages de valorisation, différenciation et lutte contre la fraude l'emportent largement.</p>   |   |
| <p>L'introduction d'une obligation de déclarer le « pays de récolte » pourrait avoir des implications à la fois positives et négatives pour le commerce. Du côté positif, cela pourrait améliorer la transparence de la chaîne d'approvisionnement, renforcer la confiance des consommateurs et contribuer à la lutte contre la fraude alimentaire, en particulier pour les produits de grande valeur et souvent présentés de manière trompeuse, comme les épices. Cela pourrait également conférer un avantage concurrentiel aux pays réputés pour la qualité et l'authenticité de leurs produits agricoles.</p> <p>Si certaines difficultés opérationnelles peuvent surgir, en particulier pour les produits mélangés ou vendus en vrac, elles peuvent être résolues grâce à une mise en œuvre progressive, au renforcement des capacités et à des investissements dans des outils de traçabilité. Grâce à la coopération internationale et à l'élaboration de solutions pratiques et scientifiquement fondées, une telle exigence pourrait conduire à une plus grande intégrité du marché et à l'amélioration des relations commerciales fondées sur la confiance et la responsabilisation.</p> | <b>Arabie saoudite</b>                                |
| <p>Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.</p> <p>L'introduction d'une indication obligatoire du « pays de récolte » serait difficile à mettre en œuvre pour les fabricants. Bien que cela puisse conduire à une plus grande transparence, cela risque également d'entraîner une augmentation de la bureaucratie et une éventuelle confusion chez les consommateurs quant à la différence entre le « pays d'origine » et le « pays de récolte ».</p> <p>En outre, il serait problématique pour les fabricants de devoir fréquemment adapter leurs étiquettes en raison des changements de pays de récolte. Cela entraînerait non seulement des coûts supplémentaires, mais signifierait également que de nombreuses étiquettes déjà produites devraient être jetées, ce qui doit être évité pour des raisons de durabilité.</p>   | <b>Tea &amp; Herbal<br/>Infusions Europe<br/>THIE</b> |
| <p>L'impact sur le commerce si l'indication du « pays de récolte » est une exigence obligatoire peut inclure :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ce n'est pas facilement vérifiable à l'aide de méthodes analytiques.</li> <li>2. Cela peut semer la confusion chez les consommateurs, car deux origines seront indiquées sur l'étiquette.</li> <li>3. Cela constituera une charge pour les producteurs en matière d'étiquetage ou pour les pays de récolte s'ils utilisent plusieurs sources d'épices.</li> <li>4. Cela ne permet pas de prévenir efficacement les pratiques frauduleuses. Au contraire, cela peut augmenter la fraude en indiquant le pays de récolte, connu pour ses épices de haute qualité, mais en réalité, en mélangeant les épices avec d'autres sources.</li> </ol>   | <b>Thaïlande</b>                                      |
| <p>a). Impacts positifs potentiels sur le commerce</p> <p>i). Amélioration de la traçabilité</p> <p>L'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » améliore la transparence de la chaîne d'approvisionnement, permettant aux consommateurs et aux régulateurs de retracer l'origine des produits.</p> <p>ii). Promotion du patrimoine et de l'authenticité</p>  | <b>Ouganda</b>  |

| <b>f. Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.</b>  |                                  |
|---|----------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b>   |
| <p>Les épices comportent souvent une valeur culturelle et historique. La déclaration du pays de récolte contribue à préserver cette authenticité et soutient l'image de marque géographique, ce qui peut ajouter de la valeur aux produits.</p> <p>iii). Différenciation du marché et prix élevés</p> <p>Les pays jouissant d'une solide réputation pour certaines épices peuvent bénéficier d'une demande et de prix plus élevés lorsque l'origine est clairement indiquée, ce qui favorise une concurrence loyale.</p> <p>iv). Soutien aux économies locales</p> <p>L'attribution précise de l'origine permet aux pays en développement d'obtenir la reconnaissance et des avantages économiques pour leurs matières premières, ce qui encourage les investissements dans les secteurs agricoles.</p> <p>b) Impacts négatifs potentiels sur le commerce</p> <p>i). Partialité et discrimination sur le marché</p> <p>Les produits provenant de certains pays peuvent être injustement dévalorisés en raison d'une qualité perçue comme étant inférieure, indépendamment des normes réelles applicables aux produits.</p> <p>ii). Complexité et coûts accrus du commerce</p> <p>L'application et la vérification des étiquettes indiquant le « pays de récolte » nécessiteraient des investissements dans la documentation, la certification et éventuellement des tests en laboratoire, ce qui serait contraignant pour les petits commerçants et les pays à faible revenu.</p> <p>iii). Perturbations lors des transitions d'approvisionnement</p> <p>La production implique souvent le mélange d'épices provenant de différentes récoltes ou de différents pays. L'obligation d'apposer des étiquettes indiquant le pays de récolte spécifique à chaque lot peut compliquer la fabrication et entraîner des inefficacités dans la chaîne d'approvisionnement.</p> <p>iv). Risque de différends commerciaux</p> <p>Les pays peuvent interpréter différemment la notion de « pays de récolte », ce qui peut créer des barrières non tarifaires ou déclencher des conflits sur la légitimité des étiquettes.</p> <p>v). Encouragement à la fraude ou à l'étiquetage trompeur</p> <p>Si l'origine influence la valeur marchande, des acteurs peu scrupuleux pourraient être incités à étiqueter faussement les produits. Par exemple, les épices provenant du pays C pourraient être réétiquetées comme provenant d'un pays D plus commercialisable dans le cadre d'un accord commercial régional afin d'éviter les tarifs douaniers.</p> |                                  |
| <p>f. Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.</p> <p>L'étiquetage obligatoire indiquant le « pays de récolte » aurait des répercussions négatives sur le commerce. Les États-Unis craignent que la déclaration obligatoire du « pays de récolte » ne soit utilisée pour légitimer le protectionnisme et créer des conditions commerciales déloyales par l'application non fondée de revendications relatives au « pays de récolte » afin de donner une impression erronée de la sécurité, de la qualité ou de la valeur d'un produit.</p> <p>En outre, l'étiquetage obligatoire indiquant le « pays de récolte » risque de nuire à l'autorité et à la confiance dans le système d'étiquetage existant et éprouvé indiquant le « pays d'origine », soit en reproduisant les mêmes informations, soit en introduisant une confusion et une contradiction alors que le « pays d'origine » est un élément</p>  | <b>États-Unis<br/>d'Amérique</b> |

| <b>f. Impacts positifs ou négatifs potentiels sur le commerce si la mention du « pays de récolte » devient une exigence obligatoire.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>complet qui informe correctement les consommateurs sur l'origine du produit alimentaire. À cet égard, l'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » menace les principes existants qui régissent l'harmonisation des pratiques d'étiquetage et de commerce en permettant l'utilisation abusive des mentions « pays de récolte » afin de créer une valeur artificielle pour certains pays producteurs par rapport à d'autres, ce qui porte directement atteinte au mandat du Codex visant à faciliter les pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires.</p> <p>Le manque de méthodes fiables et validées pour vérifier une disposition obligatoire relative au « pays de récolte » est également préoccupant en ce qui concerne le commerce et la sécurité des denrées alimentaires. Cela signifie qu'il serait impossible d'harmoniser les preuves requises pour la déclaration obligatoire du « pays de récolte », y compris la certification du produit et son étiquetage associé. L'instauration d'une déclaration obligatoire du « pays de récolte » pourrait involontairement entraîner une augmentation des fraudes, car il est pratiquement impossible de vérifier le pays de récolte. Cette mesure est particulièrement envisagée dans le cas des épices à forte valeur économique, ce qui crée une vulnérabilité supplémentaire en matière d'étiquetage frauduleux et augmente encore le risque que ces produits soient exposés à la fraude.</p> <p>En raison de l'impossibilité de vérifier la mention obligatoire du « pays de récolte », les pays qui jugent cette disposition contraignante ou risquée à mettre en œuvre, ou en contradiction avec leurs réglementations nationales en matière d'inspection, ne mettront pas en œuvre la norme, ce qui dégradera la valeur des normes du Codex et aura un impact négatif sur l'harmonisation et le commerce en augmentant le risque de différends commerciaux.</p> |                                |

| <b>g. Toute autre information pertinente concernant les dispositions relatives à l'étiquetage des épices, y compris le safran et la vanille.</b>   |                                |
|--|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>  | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| Néant.   | <b>Australie</b>               |
| <p>L'indication du « pays de récolte » peut être fournie à titre volontaire lorsqu'elle est pertinente pour la valeur commerciale du produit et convenue entre l'acheteur et le vendeur, en particulier pour les épices de grande valeur comme le safran et la vanille. Cette approche est conforme à la définition fournie par la Directive générale sur les revendications (CXG 1-1979) et permet une certaine souplesse sur le marché sans imposer de contraintes réglementaires inutiles.</p> <p>La mention du pays de récolte ne confère aucun avantage réel au commerce international ou à la santé publique. Le Brésil reconnaît que la mention du pays de récolte sert principalement d'argument marketing pour renforcer l'attrait et la valeur perçue du produit, plutôt que d'offrir un avantage réel pour le commerce ou la protection de la santé.</p> <p>Il est également important de noter que onze normes Codex existantes élaborées par le CCSCH incluent déjà le pays de récolte comme information facultative. Le maintien de cette approche favorise la cohérence entre les normes et s'aligne sur le principe consistant à fournir des informations significatives, vérifiables et non trompeuses pour les consommateurs.</p>  | <b>Brésil</b>                  |
| <p>Les exigences obligatoires en matière d'étiquetage sont généralement mises en place afin de fournir aux consommateurs des informations essentielles en matière de santé et de sécurité et de leur permettre de prendre des décisions d'achat éclairées en leur fournissant des informations de base sur les produits, telles que le nom, la quantité, les ingrédients et les allergènes présents dans une denrée alimentaire. Les exploitants du secteur alimentaire doivent se conformer à ces exigences de manière uniforme, ce qui contribue à des pratiques commerciales loyales.</p> <p>L'étiquetage obligatoire n'est généralement pas mis en place pour promouvoir certaines caractéristiques d'une denrée alimentaire, qu'elles soient liées à des caractéristiques de qualité, à la valeur économique, à des considérations éthiques ou à d'autres attributs. Ces caractéristiques peuvent être indiquées sur l'étiquette de manière facultative, à condition que les informations soient véridiques et non trompeuses. Les exploitants du secteur alimentaire sont libres de promouvoir volontairement diverses caractéristiques de leurs produits s'ils estiment que cela peut contribuer à susciter l'intérêt des consommateurs et à augmenter les ventes. Par exemple, si une entreprise souhaite promouvoir un mélange d'assaisonnement pour le riz en soulignant que le safran contenu dans le mélange provient d'un pays spécifique, elle a la possibilité de le faire. Si une entreprise souhaite mettre en avant une région de culture particulière où une épice a été récoltée, elle peut également le faire. Les revendications volontaires visant à promouvoir la vente de denrées alimentaires et à répondre à la demande des consommateurs existent dans le cadre actuel de l'étiquetage, ont un objectif différent des exigences obligatoires en matière d'étiquetage et constituent un outil approprié pour les entreprises qui souhaitent mettre en avant les caractéristiques régionales des denrées alimentaires.</p> <p>Il est également important de tenir compte des travaux d'autres comités compétents. Les textes du CCFICS contiennent des dispositions pertinentes à cet égard, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les Directives pour les systèmes de contrôle des importations alimentaires (CAC/GL 47-2003) fournissent des informations importantes sur les importations alimentaires lors de leur entrée dans une juridiction, notamment des informations sur le pays d'origine. Entre autres avantages, la disponibilité des informations sur l'origine grâce aux documents d'importation facilite l'étiquetage précis de l'origine des aliments tout au long de la chaîne d'approvisionnement.</li> <li>• Les Principes de traçabilité/traçage des produits en tant qu'outil dans un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires (CAC/GL 60-2006)</li> </ul> | <b>Canada</b>                  |

| <b>g. Toute autre information pertinente concernant les dispositions relatives à l'étiquetage des épices, y compris le safran et la vanille.</b>  |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| fournissent des principes pour l'utilisation de la traçabilité en tant qu'outil permettant de lutter contre les dangers alimentaires et les pratiques trompeuses. Le CCFICS travaille actuellement à la mise à jour de ce texte, en mettant davantage l'accent sur la traçabilité en tant qu'outil de prévention de la fraude.<br><br>Les textes ci-dessus, ainsi que les systèmes et outils qu'ils décrivent, contribuent à la résolution de ce problème.  |                                |
| Le Chili n'a pas d'autres observations à formuler à cet égard.  | <b>Chili</b>                   |
| Pas de commentaires   | <b>Colombie</b>                |
| Selon le Costa Rica, l'obligation d'indiquer le pays de récolte sur l'étiquetage du safran et de la vanille n'est pas dûment justifiée, car les objectifs de prévention de la fraude et de garantie de l'authenticité peuvent être atteints de manière plus efficace et efficiente grâce à l'application d'outils de traçabilité et de contrôles appropriés. À cet égard, l'étiquetage volontaire du pays de récolte, déjà autorisé dans d'autres normes CCSC, est considéré comme une option plus appropriée et plus souple.   | <b>Costa Rica</b>              |
| En plus des exigences en matière d'étiquetage mentionnées dans la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985), il est préférable d'ajouter l'étiquetage du pays de récolte et l'étiquetage préventif des allergènes (PAL).  | <b>Égypte</b>                  |
| Bien que l'UE n'ait pas d'autres informations à ajouter, il est important d'insister sur les concepts mentionnés précédemment :<br><br>Dans le Codex, l'indication du pays d'origine est obligatoire pour les fruits et légumes frais et la plupart des épices.<br><br>Dans le cas du safran, le pays d'« origine » doit toujours correspondre au pays de « récolte ». Cette équivalence doit donc être explicitement mentionnée dans la norme.<br><br>Pour la vanille, la situation peut être différente, car cette épice peut subir des transformations qui modifient sa nature dans des pays autres que celui où elle a été récoltée. Dans ces cas uniquement, la déclaration du pays de récolte, en plus du pays d'origine, doit être obligatoire.<br><br>Toutes les normes relatives aux épices incluent le pays de récolte, offrant la possibilité de rendre son étiquetage facultatif ou obligatoire. Cela montre que le concept de pays de récolte est bien compris et devrait être obligatoire dans les normes et les circonstances où il existe une raison valable de procéder ainsi. | <b>Union européenne</b>        |
| On peut se demander quelle est la réelle valeur ajoutée pour le consommateur de connaître le pays de récolte d'épices qui sont parfois assez exotiques. La qualité et la pureté constituent la véritable valeur ajoutée de ces produits, qui ne peut pas être améliorée par des dispositions relatives au pays d'origine.   | <b>FoodDrinkEurope</b>         |
| Le Honduras réaffirme son engagement en faveur de la transparence dans l'étiquetage et du Codex Alimentarius, mais estime que la solution au problème de la fraude et de la traçabilité doit être recherchée dans des contrôles efficaces et non dans l'étiquetage obligatoire du pays de récolte.  | <b>Honduras</b>                |
| Le CCSC pourrait envisager de définir le terme « pays de récolte » en plus du terme « récolte », une fois que cette disposition aura été recommandée par la CAC.  | <b>Inde</b>                    |
| L'IOSTA encourage à mettre l'accent sur la pureté et la qualité d'un produit à base d'épices, qui ne sont pas affectées et ne peuvent pas être améliorées par l'étiquetage obligatoire du « pays de récolte ».  | <b>IOSTA</b>                   |
| L'étiquetage obligatoire du « pays de récolte » pour la vanille va au-delà de la simple traçabilité et de la lutte contre la fraude ; il peut encourager l'adoption de pratiques  | <b>Madagascar</b>              |

| <b>g. Toute autre information pertinente concernant les dispositions relatives à l'étiquetage des épices, y compris le safran et la vanille.</b>  |   |
|---|---|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b>                        |
| <p>agricoles plus durables et promouvoir le commerce équitable, bénéficiant directement aux agriculteurs et à leurs communautés.</p> <p>Les consommateurs sont de plus en plus soucieux de l'origine des produits qu'ils achètent. L'indication du pays de récolte leur permet de faire des choix éclairés, en tenant compte de leurs préférences éthiques, environnementales ou de qualité. Cela peut renforcer la confiance des consommateurs envers les produits et les marques qui affichent une transparence totale. C'est une réponse aux nouvelles attentes des consommateurs pour des produits provenant de pratiques responsables et durables.</p> <p>De plus, connaître le pays de récolte est vital pour la sécurité sanitaire des aliments permettant d'assurer l'authenticité (en détectant le mélange avec de la vanille synthétique ou traitée chimiquement) et d'identifier plus facilement les risques sanitaires liés aux pratiques locales pour faciliter les retraits ciblés de lots contaminés.</p> <p>Enfin, cela aide à renforcer les systèmes de contrôle (inspections, audits SSA) et à lutter contre le vol et le mélange illégal dans les pays producteurs comme Madagascar.</p> <p>La vanille malgache est cultivée, sélectionnée, transformée et affinée entièrement à la main, par des milliers de familles rurales. Ce savoir-faire manuel, allié à un écosystème unique, fait de notre vanille un produit d'exception. Ne pas déclarer le pays de récolte, c'est non seulement masquer l'identité du produit, mais aussi effacer son héritage culturel et humain.</p> |   |
| <p>L'Arabie saoudite souligne l'importance d'élaborer des dispositions claires et harmonisées au niveau international en matière d'étiquetage spécifique aux épices, y compris les produits de grande valeur tels que le safran et la vanille. Les dispositions en matière d'étiquetage devraient garantir que les consommateurs reçoivent des informations précises non seulement sur le pays d'origine, mais aussi sur la nature du produit, notamment s'il s'agit d'un produit pur, mélangé ou dérivé d'extraits.</p>  | <b>Arabie saoudite</b>                                |
| <p>Toute autre information pertinente concernant les dispositions relatives à l'étiquetage des épices, y compris le safran et la vanille.</p> <p>On peut se demander quelle est la réelle valeur ajoutée pour le consommateur de connaître le pays de récolte d'épices qui sont parfois assez exotiques. La qualité et la pureté constituent la véritable valeur ajoutée de ces produits, qui ne peut pas être améliorée par des dispositions relatives au pays d'origine.</p>  | <b>Tea &amp; Herbal<br/>Infusions Europe<br/>THIE</b> |
| <p>Informations supplémentaires ou suggestions :</p> <p>Les définitions ou les activités du pays d'origine et du pays de récolte doivent être clairement définies afin de garantir une compréhension uniforme parmi les entreprises, les inspecteurs et les consommateurs. En outre, des méthodes de vérification claires en matière d'adultération doivent être établies. De plus, des critères minimaux de pureté pour les produits doivent être pris en considération pour l'étiquetage du pays de récolte.</p>  | <b>Thaïlande</b>                                      |
| <p>Le safran et la vanille sont tous deux commercialisés depuis des milliers d'années et, depuis des décennies, l'étiquetage du « pays d'origine » régit ce commerce. L'étiquetage volontaire du « pays de récolte » est utilisé à la discrétion des producteurs lorsque cela s'avère utile pour des contrats de vente spécifiques. Il existe peu de preuves qu'une norme mondiale obligatoire pour la déclaration du « pays de récolte » serait bénéfique pour le commerce ; ce serait plutôt le contraire qui serait le cas, compte tenu du risque pour les pratiques commerciales loyales et du risque accru de fraude en matière d'étiquetage.</p> <p>Les consommateurs peuvent être déroutés par la mention « pays de récolte », car celle-ci n'est pas couramment utilisée et n'est pas bien comprise, en particulier par rapport à la mention « pays d'origine ». Les États-Unis craignent que l'établissement</p>   | <b>États-Unis<br/>d'Amérique</b>                      |



| <b>g. Toute autre information pertinente concernant les dispositions relatives à l'étiquetage des épices, y compris le safran et la vanille.</b>  |                                |
|---|--------------------------------|
| <b>RÉPONSES</b>   | <b>MEMBRE/<br/>OBSERVATEUR</b> |
| <p>d'une revendication d'origine redondante, voire concurrente, ne risque de nuire à la confiance des consommateurs dans l'étiquetage.</p> <p>À la connaissance des États-Unis, il n'existe aucun précédent au sein du Codex concernant l'établissement de normes fondées sur la valeur économique d'un produit plutôt que sur sa sécurité ou sa qualité, et surtout aucun précédent accordant à certains pays producteurs ou récoltants un avantage commercial par rapport à d'autres. En effet, les normes du Codex visent à établir des paramètres harmonisés en matière de sécurité et de qualité, ainsi que des normes d'étiquetage, qui tiennent compte des conditions de production de tous les pays et donnent à tous les pays la possibilité de commercialiser et de vendre leurs produits de manière équitable. Une norme d'étiquetage obligatoire indiquant le « pays de récolte » n'est pas conforme au mandat ni aux principes du Codex.</p> |                                |